



# Les développements de la crise économique en Europe

## France : croissance en trompe-l'œil au 4<sup>e</sup> trimestre 2009

Alors que l'INSEE prévoyait en décembre une croissance de 0,3% au 3<sup>e</sup> trimestre et de 0,4% au 4<sup>e</sup>, il a révisé à la baisse la croissance du 3<sup>e</sup> trimestre (0,2%) et à la hausse celle du 4<sup>e</sup> (0,6%).

L'accélération de la croissance cache-t-elle le début d'une franche reprise ou n'est-elle qu'un sursaut sans lendemain ? Tout indique que nous sommes engagés dans le second scénario.

Qu'est-ce qui a tiré la croissance ?

- La consommation a augmenté de 0,9%; mais la hausse n'est pas durable : diminution de la prime à la casse en 2010 (ce qui explique les achats importants en voiture fin 2009 : +8%), et surtout stagnation durable des salaires.

- Les entreprises ont reconstitué massivement leurs stocks, qui ont contribué à hauteur de +0,9% à la croissance du PIB ! Sans la variation des stocks, le PIB aurait décliné !

En revanche, l'investissement des entreprises a fléchi de 0,8%, bien plus fortement que prévu. Le solde commercial se dégrade : l'économie française ne profite pas de la forte croissance dans certains pays émergents, ce qui témoigne du recentrage des économies asiatiques, mais aussi d'une perte de compétitivité des entreprises françaises.

Sur le total de l'année 2009, la consommation a augmenté de 0,8% alors que l'investissement des entreprises a plongé de 7,7%.

Si l'économie française s'en sort apparemment beaucoup mieux que les autres pays de l'UE, cela ne devrait pas durer. La croissance devrait fléchir à nouveau, et les destructions d'emploi se poursuivre. En France comme ailleurs, nous voyons les limites des « plans de relance » qui ont permis, pendant un temps, le maintien de la consommation, sans permettre une relance de l'investissement. Désormais, les gouvernements vont tout faire pour faire payer aux travailleurs les plans de relance qui ont accru les déficits publics et la dette.

## **Zone euro : la stagnation économique se confirme...**

**Après la crise financière entre l'été 2007 et l'automne 2008, la crise économique entre l'automne 2008 et l'été 2009, voici le temps de la crise sociale : la bourgeoisie ne peut que faire payer plein pot les travailleurs !**

Après une croissance de 0,4% au 3<sup>e</sup> trimestre, la zone euro a connu une croissance de 0,1% au 4<sup>e</sup>. Sur l'ensemble de l'année 2009, le PIB européen a chuté de 4%. La chute est plus sévère qu'aux USA, et la « reprise » de la croissance bien plus faible (+1,4% de croissance aux USA au 4<sup>e</sup> trimestre 2009). N'en déplaisent aux réformistes de tout poil, une des raisons essentielles à ce différentiel est que les USA ont massivement licencié (le chômage est passé de 4% à 10% en deux ans), alors que les Européens n'ont pas autant ajusté leurs effectifs, ce qui a plombé leur productivité et donc leur compétitivité. En 2010, les capitalistes européens n'ont pas d'autre choix que sabrer dans les « sureffectifs » pour tenter de regagner en compétitivité.

Dans la zone euro, la production industrielle a chuté en 2009 de 15% par rapport à 2008. Sur ce terrain, les « plans de relance » sont un échec complet : ils ont simplement permis le maintien de la consommation, au prix de déficits publics gigantesques et d'un gonflement de la dette. Ils ont amoindri la chute, mais ils grèvent désormais la croissance. Quant aux politiques monétaires expansionnistes, elles n'ont pas relancé le crédit, mais elles ont par contre nourri de nouvelles bulles et permis aux banques de s'engraisser... jusqu'à la prochaine crise financière.

De façon générale, et pas seulement en Grèce, les déficits ont atteint un seuil critique. Dans tous les

pays, les gouvernements capitalistes vont accélérer les contre-réformes pour faire payer les plans de relance (financés jusqu'à maintenant par la dette) par les travailleurs. Peu importe leurs étiquettes, « socialistes » ou « conservateurs », de « gauche » ou de « droite », il n'y a qu'une politique capitaliste correspondant aux intérêts du système. D'ailleurs, ce sont des gouvernements « socialistes » qui tapent le plus dur sur les travailleurs (en Grèce, en Espagne, au Portugal) car ces puissances de second ordre de la zone euro sont les plus en difficulté.

Avec la floraison des plans de rigueur, c'est le mythe de l'alternative « keynésienne », faite de politiques monétaires et budgétaires volontaristes, qui s'effondre. S'il suffisait de sortir de la crise en créant de la monnaie ou en creusant le déficit public, cela se saurait. Ce n'est pas le méchant capital financier qui empêche la sortie de crise ou qui remet en cause l'action vertueuse des États. C'est simplement que les recettes keynésiennes ne font pas disparaître les contradictions du système capitaliste. Pour qu'une véritable reprise économique voit le jour, une immense destruction de capital est nécessaire, soit par la guerre, soit par la liquidation (mise en faillite) d'une grande partie de l'appareil productif. La barbarie pour recommencer un nouveau cycle d'accumulation... ou le socialisme.

## **Situation explosive en Grèce : les travailleurs parviendront-ils à empêcher la cure d'austérité et par là même à ouvrir la perspective de leur propre gouvernement ?**

### **Les fragilités de la zone euro**

Pour fonctionner correctement, une union monétaire capitaliste doit avoir des mécanismes qui permettent de faire face aux asymétries structurelles (écart des gains de productivité, taux d'endettement, etc.) et d'absorber les chocs asymétriques (pertes de croissance, difficultés budgétaires, sorties de capitaux) qui affectent certains pays de l'union. La mobilité des forces de travail et du capital doit être suffisamment forte pour homogénéiser les conséquences de ces chocs entre les différents pays de l'union. Or, ces mécanismes n'existent pas dans la zone euro. Il n'y a pas non plus de dispositifs institutionnels qui permettraient que les pays en mauvaise santé bénéficient automatiquement de transferts publics pour amortir les chocs. Le budget de l'UE est ridiculement faible (1,1% du PIB européen), les traités européens interdisent les aides directes de l'UE à un pays membre et la Banque centrale européenne a interdiction d'acheter des titres de dette émis par les États (ce qui permettrait de faire baisser les taux d'intérêt, comme cela se fait aux USA). En l'absence de mécanisme de péréquation budgétaire au niveau européen, il y a un risque d'hétérogénéité croissante, qui menace la stabilité de la zone euro. Nouriel Roubini, que les médias présentent comme l'économiste qui a su prédire la crise avant tout le monde, va jusqu'à prédire l'explosion de la zone euro.

Aujourd'hui, quand un pays de la zone euro subit un choc (un choc financier pour la Grèce avec une montée des taux d'intérêt ; un choc économique pour l'Espagne, particulièrement pénalisée par l'explosion de la bulle immobilière), il n'y a qu'un seul « remède » : la cure d'austérité qui frappe essentiellement les travailleurs. Alors qu'un pays souverain pourrait dévaluer sa monnaie pour regagner en compétitivité, c'est impossible pour un pays de la zone euro : l'ajustement se fait par la baisse des salaires et des prix (déflation). Un pays en difficulté aurait-il alors intérêt à sortir de la zone euro ? Non, puisque les États de la zone euro s'endettent en euros... Une sortie de la zone, qui s'accompagnerait automatiquement d'une dévaluation de la monnaie nationale (recréée), ferait alors exploser les sommes à rembourser. Cela entraînerait probablement un défaut de paiement (l'effacement de ses dettes) de l'État qui prendrait ce risque. Avec pour conséquence un plan d'ajustement drastique pour espérer regagner la confiance des investisseurs. Le défaut de paiement de la Grèce ou d'un autre État aurait des conséquences catastrophiques sur les autres économies, puisque les banques (européennes notamment) détiennent des titres de la dette grecque.

Bref, il n'est dans l'intérêt d'aucun pays de la zone euro de laisser s'écrouler l'un des siens. Ce n'est pas une question de « générosité » ou de « solidarité », mais de sauvegarde du système bancaire

européen. D'ailleurs, Sarkozy et Merkel comptent bien mettre le minimum la main à la poche, en mettant la pression maximale sur l'État grec pour qu'ils mettent en place les contre-réformes le plus rapidement possible. Cependant, cela ne veut pas dire qu'ils vont y réussir : les conséquences du développement de la crise en Europe sont difficiles à prévoir, mais peuvent être catastrophiques.

### **L'économie grecque au bord du gouffre**

La situation de l'économie grecque est critique. Elle s'enfonce dans la récession : -0,5% au 3<sup>e</sup> trimestre 2009, puis -0,8% au 4<sup>e</sup>. L'investissement est en chute libre et le taux de chômage atteint désormais 18%. Le déficit commercial est énorme (10% du PIB). Le déficit budgétaire a atteint 12,7% du PIB en 2009, et la dette publique est estimée à 113% du PIB. L'explosion récente de la dette vient notamment du fait que l'État est venu massivement au secours des banques : en garantissant les emprunts faits par les entreprises, l'État a pris en charge les intérêts des entreprises qui ont fait défaut dans leurs remboursements.

Les agences de notation ont dégradé la note de la Grèce (quant à sa capacité à rembourser sa dette), ce qui a eu pour effet immédiat de faire grimper les taux d'intérêt, alimentant un cercle vicieux pouvant conduire au défaut de paiement de l'État grec. Les écarts de taux entre l'Allemagne (environ 3%) et la Grèce (environ 6-7%) deviennent impressionnants pour des pays ayant la même monnaie.

Désormais, il s'agit de faire payer plein pot les travailleurs pour le sauvetage des capitalistes. Sous peine de ne plus pouvoir rembourser les intérêts de la dette, l'État grec va multiplier les contre-réformes.

### **Les mesures gouvernementales contre les travailleurs**

Les annonces gouvernementales se succèdent : il s'agit de taper toujours plus fort pour rassurer les marchés et éviter le défaut de paiement :

- Fonctionnaires : gel du salaire, baisse de 10% des primes, diminution des heures supplémentaires, arrêt total des embauches ;
- Hausse de la fiscalité : suppression d'exonérations fiscales, augmentation des droits d'accises sur le tabac et les alcools, mesures pour limiter la fraude fiscale, et création d'un impôt sur la fortune (pour donner l'illusion que les efforts sont équitablement répartis) ;
- Recul de deux ans de l'âge de départ à la retraite (passant de 61 à 63 ans) ;
- Mise en place de réformes structurelles pour flexibiliser le marché du travail.

Le gouvernement pourrait encore devoir aller plus loin, notamment en privatisant à tour de bras. Il reste encore 52 entreprises publiques dont la société des chemins de fers qui perd 2 milliards d'euros tous les ans. Il a également annoncé qu'il pourrait relever la TVA (comme l'a déjà fait le Royaume-Uni, lui aussi en grande difficulté budgétaire).

### **La quasi-tutelle de l'Union européenne sur l'État grec**

Pendant deux mois (en décembre et en janvier), les autres gouvernements de l'Union européenne ont espéré que l'État grec réussirait à enrayer la défiance des investisseurs. Voyant que cela ne suffirait pas, l'Allemagne et la France ont décidé d'affirmer qu'ils ne laisseraient pas tomber la Grèce (sans préciser les moyens qu'ils pourraient utiliser), tout en resserrant encore davantage le contrôle des institutions européennes (Commission et Conseil) sur le gouvernement grec (reconnu coupable de « manipulations statistiques »).

Dans un premier temps, la Grèce va devoir réduire son déficit à 8,7% en 2010, puis à 5,6% en 2011 et à 2,8% en 2012. Elle devra se soumettre à un suivi mensuel du Conseil européen, et sera surveillée en permanence par la Commission.

Certaines voix, surtout chez les « socialistes » européens, se font entendre pour renforcer la

« gouvernance » économique de la zone euro. Au-delà des effets d'annonce, il n'est pas exclu, si la crise s'aggrave, que Merkel et Sarkozy obligent les États les plus faibles à être mis sous tutelle budgétaire de l'UE, en donnant la possibilité à l'UE ou à la zone euro de décider directement de la politique budgétaire des États membres surendettés.

A court terme, le plus probable est que les États les plus puissants de la zone euro aident directement l'État grec, par des prêts bilatéraux ou en se portant garant de la dette grecque. Des fonds européens pourraient également être débloqués par anticipation, et la Banque européenne d'investissement pourrait lever des fonds pour aider la Grèce. Mais il n'est pas sûr que ces « bricolages » suffisent si le prolétariat grec donne une autre dimension à la crise.

### **Le prolétariat grec se mobilise pour ne pas payer la crise**

Le gouvernement « socialiste » (PASOK) a appelé à « l'union sacrée » pour faire face à la crise. Il a immédiatement obtenu le soutien du principal parti de l'opposition de droite, et il peut compter sur le soutien de la bureaucratie syndicale, à savoir les dirigeants des deux principales confédérations : la GSEE qui regroupe environ 600 000 travailleurs du privé, et l'ADEDY qui regroupe près de 300 000 fonctionnaires.

Dans un premier temps, les dirigeants de la GSEE et de l'ADEDY n'ont proposé aucune riposte : seul le Front de lutte syndical (émanation du KKE, le parti communiste stalinien) a organisé une journée de grève le 17 décembre, qui a obtenu un succès dépassant l'audience habituelle de ce Front.



Le 10 février, l'ADEDY a été obligée d'appeler à une journée de grève dans la fonction publique : la grève a été majoritaire, même si les manifestations n'étaient pas massives (moins de 10 000 manifestants à Athènes).

Le 24 février, la GSEE, rejointe par l'ADEDY, appelle à une simple journée de grève interprofessionnelle. Les bureaucraties syndicales espèrent que quelques journées d'action pourront canaliser la colère des travailleurs grecs, et éviter une mobilisation plus puissante qui les déborderait et menacerait sérieusement l'application du plan d'austérité du gouvernement.

Une épreuve de force s'engage entre le prolétariat d'un côté, la bourgeoisie et ses laquais dans le mouvement ouvrier (les bureaucrates syndicaux) de l'autre. Si le prolétariat grec empêche ou retarde l'application du plan d'austérité, cela ouvrirait une crise politique en Grèce, pouvant aller jusqu'au défaut de paiement et à la sortie de la zone euro. Avec probablement des répercussions dans l'Europe entière.

### **Après la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Irlande, l'Italie ... ?**

Si la Grèce est un maillon faible, ce n'est pas le seul : les investisseurs s'inquiètent de l'incapacité de certains pays européens à faire face à leurs déficits. Après la Grèce, le Portugal, l'Irlande, l'Espagne et l'Italie sont en premières lignes et les investisseurs redoutent une contagion de la défiance à ces deux pays par un « effet domino ». L'effondrement des Bourses de Madrid et de Lisbonne, jeudi 4 février, témoigne de la défiance grandissante des marchés vis-à-vis de la solvabilité des économies espagnole et portugaise.

Le gouvernement irlandais a été le premier à mettre en place un plan d'austérité : baisse de salaire des fonctionnaires, baisse des allocations sociales, hausse des impôts. Aujourd'hui, les gouvernements (« socialistes ») portugais et espagnols mettent actuellement en place des plans de rigueur. Fin

janvier, Zapatero a donné le feu vert à un plan de rigueur destiné à économiser 50 milliards d'euros sur trois ans, accompagné d'un recul de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans. Mais sous la pression des syndicats, le gouvernement tarde à préciser les modalités de la réforme des pensions. Le ministère de l'économie a dû retirer, quelques heures après avoir rendu public le document, le paragraphe prévoyant une augmentation de 15 à 25 ans de la durée prise en compte pour le calcul des retraites.

Bien évidemment, la France ne sera pas épargnée : à l'unisson des dirigeants européens (« socialistes » ou « conservateurs »), Sarkozy va présenter sa réforme des retraites...

*Gaston Lefranc*

## **Le mouvement des personnels de l'Éducation dans le 93 commence à s'élargir...**

Cette fois ça semble bien parti et la grève commence à s'étendre. Les médias nationaux ont beau entretenir une savante confusion entre le mouvement de grève dans le 93 et le fait-divers du Lycée Chérioux où les enseignants sont en droit de retrait, tout en grossissant quotidiennement des épisodes de violence dont les élèves et les personnels sont les premières victimes, la voix du mouvement dans le 93 semble porter par-delà ce qu'en disent les journalistes. Un tiers des établissements de Seine-Saint-Denis est touché par la grève actuellement.

Rien ne semblait pourtant annoncer une telle mobilisation. En dépit des suppressions de postes annoncées, la rentrée 2009 avait été particulièrement morne. Les directions des syndicats enseignants, daignant d'habitude appeler à une traditionnelle journée d'action en début d'année, ont cet automne attendu jusqu'au 24 novembre avant d'appeler à une grève d'un jour. Deux mois se sont écoulés entre cette date et la nouvelle journée de mobilisation du 21 janvier appelée par les syndicats de la Fonction Publique, précédant la manifestation nationale de la FSU le samedi 30 janvier.

Ces journées ont connu un succès très relatif pour différentes raisons. Il est indéniable qu'a pesé sur les fonctionnaires en général et les enseignants en particulier le poids du reflux suite à l'échec de la mobilisation au printemps 2009. De plus, chez certains des travailleurs du public les plus actifs ou militants, la participation à des journées d'action dispersées n'a guère d'autre sens que celui de se faire mener en bateau par les directions syndicales.

Ce ne sont pas les motifs de mécontentement qui manquent cependant pour que les enseignants fassent sentir leur colère. Il suffit de penser aux 16 000 suppressions de postes à la rentrée prochaine (80 000 en cinq ans), aux réformes de l'éducation, à la réforme Châtel du lycée, à la suppression annoncée de l'école maternelle, à la précarisation grandissante des personnels, à la stagnation des salaires, à la loi sur la mobilité des fonctionnaires : autant d'attaques rendant les conditions de travail encore plus difficiles pour les personnels et annonçant un renforcement du caractère déjà profondément inégalitaire de l'éducation proposée aux jeunes.

Il aura suffi de la détermination de quelques établissements ayant tenté de donner une continuité à la grève du 21 pour que l'ensemble de la Seine-Saint-Denis entre en lutte. C'est finalement à la suite de l'appel lancé le 1<sup>er</sup> février par la Cité scolaire Henri Wallon d'Aubervilliers qu'un certain nombre d'établissements dans les communes limitrophes a commencé à construire le mouvement, certains d'entre eux venant déjà d'une expérience embryonnaire de coordination et d'AG de ville : Saint-Denis, Pantin, Épinay, etc.

Le 4 février, 150 enseignants venant de 11 établissements en grève manifestaient à Aubervilliers. Ils étaient 800 quelques jours plus tard, le 9, dans les rues de Saint-Denis, avant une AG de 250 personnes représentant 53 établissements en lutte. Ils étaient enfin plus de 1500 à s'être donné rendez-vous à Paris, le 11, pour une nouvelle journée de grève suivie d'une AG nourrie à la Bourse du

Travail de la capitale où étaient représentés 75 établissements mobilisés, dont 63 en grève partielle ou totale. Un appel à la grève, soutenu désormais par les syndicats au niveau académique, est lancé pour le 16 et le 18.

L'extension rapide de la grève est due notamment à la structuration en AG de ville inter-établissements ou à la mise en place d'« équipes mobiles de grévistes » qui, en reprenant l'idée des grèves marchantes, font le tour des établissements d'un même secteur pour expliquer les raisons du mouvement à leurs collègues et les aider à débrayer. Mais une autre raison de cette prise rapide du mouvement est le lien existant entre, d'une part les militants les plus actifs du département, et d'autre part de jeunes collègues qui font pour certains leur première grève, sont conscients de la nécessité de lutter pour un service public d'Éducation de qualité, mais se retrouvent confrontés à des conditions de travail et d'enseignement extrêmement difficiles. C'est ce mélange qui explique des taux d'adhésion à la grève de plus de 60% sur certains collèges et lycées même là où il n'y a pas de présence militante structurée. D'autres établissements ont même été totalement paralysés, à l'image du collège Jean Vigo d'Épinay, en grève à 95% le 9 et dont les enseignants ont voté l'occupation pour le lundi 15.

Mais par delà les spécificités du 93, un département où les habitants des quartiers populaires, et par conséquent les jeunes, font face à tous les problèmes auxquels se retrouvent confrontés les travailleurs en France (emploi, précarité, logement, ghettoïsation, flicage, etc.), la portée du mouvement dépasse largement les frontières du département. C'est en ce sens d'ailleurs que d'autres établissements de l'académie de Créteil sont également entrés en lutte, comme certaines écoles, collèges et lycée de l'académie de Paris ou de Versailles qui participeront aux grèves de mardi et de jeudi prochain.

C'est en ce sens également que se pose la question de l'orientation des directions syndicales de l'Éducation au niveau national. Les principaux syndicats enseignants de l'académie de Créteil (SNES-FSU, Sud et CGT) ont commencé à soutenir le mouvement le 9, huit jours après son début. Le SNUIPP-FSU, dont le poids est central dans le premier degré, appelle désormais à rejoindre les établissements mobilisés le 18. Il n'en reste pas moins que c'est à l'AG des grévistes des établissements en lutte que revient la construction du mouvement jusqu'à présent. Elle doit donc poser clairement la question de l'orientation des syndicats au niveau national. En effet, la zone Île-de-France entrant en vacances à partir de la fin de la semaine (20 février), la seule solution pour que le mouvement se renforce consisterait à ce qu'il s'élargisse progressivement aux autres académies rentrant de vacances en vue d'un mouvement national dur, continu et déterminé, à partir de mars. Il s'agit-là non seulement d'une perspective souhaitable si l'on veut gagner contre le gouvernement, mais également d'une nécessité. Tout devrait être mis en œuvre dès aujourd'hui afin d'affaiblir Sarkozy alors que ce dernier a annoncé vouloir s'attaquer au dossier des retraites dès le printemps, les confédérations syndicales se rendant gentiment le 15 à l'Élysée pour recevoir leur feuille de route. Si les enseignants réussissent à faire reculer Châtel et Sarkozy, ce sera autant d'acquis pour la lutte d'ensemble que, travailleurs du public comme du privé, nous aurons à mener aux côtés de la jeunesse en défense de nos conquêtes.

Dans le mouvement de l'Éducation où les enseignants d'extrême gauche jouent parfois un rôle dirigeant et où les camarades sont nombreux, l'extrême gauche, à commencer par notre parti, devrait défendre de façon coordonnée une perspective de construction de la grève par la base, de renforcement des AG à tous les niveaux et d'interpellation claire des directions syndicales. Il ne s'agit en aucun cas d'une manière de susciter des illusions chez les travailleurs au sujet des actuelles directions syndicales, bien au contraire. La seule manière de ne pas faire leur jeu et d'éviter qu'elles n'essaient d'instrumentaliser le processus actuel en prenant le train en marche et en s'attribuant la paternité du mouvement tout en essayant de démobiliser par des journées d'action espacées à partir de mars (c'est le sens de la réunion d'une première intersyndicale nationale le 10 février), passe par la défense d'une ligne très claire à l'égard des syndicats.

Il n'y a pas de temps à perdre pour structurer l'AG de grévistes d'Île-de-France sur la base de la

mobilisation des établissements et des AG de ville, en nous battant pour des délégués mandatés à tous les niveaux, et pour œuvrer à l'extension nationale du mouvement-: la plate-forme revendicative claire et combative adoptée le 11/02 est un point d'appui en ce sens. C'est le moyen de faire du mouvement enseignant actuel un point d'ancrage dans ce qui devrait être le bras de fer interprofessionnel à engager avec le gouvernement dans les semaines à venir, en mettant en échec la collaboration de classe des bureaucrates syndicaux nationaux. L'Est parisien qui a vu dernièrement la lutte des travailleurs de Pier-Import et vit actuellement la lutte des Ikéa, dont un des pôles les plus combatifs se situe précisément dans le 93, pourrait jouer un rôle catalyseur dans cette situation. C'est ce pour quoi nous devons militer.

*Ciro Tappeste*

## **Positions de l'AG des grévistes des établissements mobilisés de l'Académie de Créteil du 11 février**

### **COMMUNIQUE DE PRESSE**

L'assemblée générale des grévistes du Jeudi 11 février 2010 a réunie à la Bourse du Travail à Paris, après la manifestation, environ 300 personnes. Étaient représentés: 75 établissements présents dont 63 en grève: 2 écoles, 29 collèges, 26 lycées, 6 CIO. La journée de grève et la manifestation a été réussie: 1500 à 2000 manifestants dans le cortège de l'après-midi pour aller au ministère de l'éducation nationale protester contre les 16 500 suppressions de postes prévues à la rentrée prochaine.

### **APPEL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES GRÉVISTES**

L'AG des grévistes, réunie à la bourse du travail de Paris après la manifestation devant le ministère jeudi 11 février 2010 qui a réuni près de 2000 personnes, appelle à faire du mardi 16 février une journée de grève.

L'AG appelle à étendre la grève le matin dans chaque établissement, dans chaque ville et à se retrouver M°Odéon, à 14h00, à Paris, pour manifester.

Elle appelle également à une autre journée de grève la plus large possible le jeudi 18 février.

***L'appel de l'assemblée générale des grévistes à faire grève et à manifester le mardi 16 février -rendez-vous à Odéon à 14h00- est soutenu par les organisations syndicales de l'éducation : SNES Créteil, la CGT, SUD et la CNT.***

### **NOS REVENDICATIONS (ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ)**

- **Oui** à l'embauche massive de personnels enseignants et agents dans l'Education Nationale. **Non** à la suppression de 16000 postes à la rentrée prochaine, aux classes surchargées et au non remplacement des personnels.
- **Abrogation** de la loi de mobilité des fonctionnaires qui autorise les licenciements dans la fonction publique.
- **Non** à la précarité dans le 1er et 2nd degré. Titularisation et formation de tous les personnels précaires.
- **Oui** à un véritable service public de l'Éducation Nationale de l'école à l'université. **Retrait** de toutes les réformes qui visent à le démanteler : réforme des lycées Châtel, EPLE, masterisation... **Non** à la RGPP et aux restructurations. **Non** à la destruction programmée des COP et des CIO.



## **Philips EGP DREUX : un lock-out inacceptable !**

### **Message de la CGT Philips EGP Dreux (samedi 13 février)**



Une mauvaise surprise attendait les salariés de Philips Dreux ce samedi matin 13 février quand ils ont ouvert leur porte au facteur. La direction de Philips a en effet profité du week-end pour envoyer des lettres recommandées à tous les salariés de l'usine de

Ce genre de pratique est inacceptable ! La CGT dénonce ce nouveau passage en force de la direction.

Nous rappelons que tous les élus du CCE et du CE ont refusé d'être consultés sur le PSE présenté par Philips les 9 et 10 février 2010 et qu'ils ont demandé à la direction de revoir sa copie.

**Légalement tant que les élus n'ont pas été consultés, le PSE ne peut être appliqué et aucun licenciement ne peut être prononcé.**  
**Nous demandons à tous les salariés de se présenter lundi 15 février à leur travail comme d'habitude.**

Une Assemblée Générale aura lieu devant le site lundi matin à 8h après l'arrivée de la normale.

En voulant nous interdire de pénétrer sur le site et nous obliger à rester chacun chez soi, la direction de Philips veut nous isoler pour mieux fermer le site et nous licencier à moindre frais.

Il est primordial au contraire que nous restions tous ensemble pour nous tenir informés et décider de nos prochaines actions.

Nous serons sur le site dès 5h30 lundi 15 février.

### **Message de la CGT Philips EGP Dreux (lundi 15 février)**

**Philips EGP DREUX : Les salariés ne se laisseront pas jeter dehors par des méthodes de patron voyou**

Alors que pratiquement tous les salariés de Philips Dreux se sont présentés ce matin à leur travail, ils ont trouvé porte close. La direction avait mobilisé des vigiles et des maitres chiens supplémentaires pour empêcher salariés et élus du personnel de pénétrer sur le site.

L'Assemblée Générale s'est donc tenue devant le site, en présence d'environ la totalité des salariés de Philips et de nombreux journalistes.

Ce qui dominait était un sentiment de colère et de révolte, suite aux lettres reçues ce week-end nous demandant de ne plus revenir sur le site à partir d'aujourd'hui et proposant à certains un reclassement en Hongrie à 450€ par mois et pour obtenir ce poste il faut parler le Hongrois couramment, alors que vendredi dernier la direction avait laissé les salariés rentrer chez eux sans rien leur dire.

Les organisations syndicales du site ont décidé d'assigner Philips en référé sur le lock-out. L'audience de celle-ci se tiendra mercredi 17 février 2010 au TGI de Chartres. La direction de Philips comptait faire ses sales coups en douce. C'est raté !

**L'assemblée générale a décidé d'assigner Philips en référé afin de faire ré-ouvrir le site. Les salariés ont également décidé de se retrouver tous les jours à l'usine où une Assemblée Générale aura lieu tous les matins à 8h.**

Face à l'indignation soulevée dans le pays par les méthodes de patrons voyous de la direction de Philips, le ministre de l'Industrie Christian Estrosi a annoncé qu'il recevrait dans la semaine les syndicats puis la direction de Philips. Nous lui disons encore une fois qu'il n'est pas question de sacrifier nos emplois pour d'hypothétiques reclassements, notamment dans des centres d'appel de la région qui existent déjà et qui ne créent pas d'emplois.

Ce qu'il se passe à Philips n'est hélas pas un cas isolé. La vague de licenciements et de suppressions d'emplois continue partout en France : Total, Freescale, Goodyear, Sanofi-Aventis, Saupiquet, Teleperformance, Majorette, PTPM, Gima/Agco (ex-Massey Ferguson), TDF, Pier Import, Altis, M-Real... Elle touche aussi le secteur public : la Poste, les hôpitaux, la SNCF, l'éducation nationale... Et cette liste n'est pas exhaustive.

**Nous appelons tous les salariés victimes eux aussi de licenciements ou de suppressions d'emplois à nous soutenir, à nous rejoindre afin que nous luttons tous ensemble.**

Ne restons pas chacun dans notre entreprise. En faisant converger nos luttes, nous pouvons interdire les licenciements et arrêter les suppressions d'emplois !

La lutte ayant aussi un coup financier (frais de justice, logistique...), nous faisons appel à la solidarité. Les soutiens financiers aux salariés de Philips, comme les communiqués de soutien tout court, sont à envoyer à :

**Syndicat CGT PHILIPS EGP Dreux**  
**1, rue de Réveillon - 28100 Dreux**

[cgt.pegp@aliceadsl.fr](mailto:cgt.pegp@aliceadsl.fr)  
**Tel : 02 37 65 63 71**

### **Message de la CGT Philips EGP Dreux (mardi 16 février)**

#### **Tous ensemble contre les licenciements et les suppressions d'emplois**

Lundi soir, des élus ont été porter plainte au commissariat de Dreux pour délit d'entrave, ayant fait constater par un huissier qu'aucun élu ne pouvait pénétrer sur le site alors que des salariés y travaillaient, dont notamment de nombreux agents de sécurité.

Mardi 16 février 2010, autant de salariés que la veille sont venus à leur travail à partir de 5h30. Nous avons de nouveau rendu trouvé les accès du site fermés et gardés par des vigiles. Par contre, les agents de sécurité ont laissé entrer une dizaine de hauts cadres du « management team » dans le site sur ordre de la direction de Philips.

L'Assemblée Générale s'est tenue devant le site, comme il est prévu chaque matin à 8h. Les salariés ont décidé de réserver 3 cars mercredi 17 février 2010 pour assister à l'audience en référé contre le lock-out qui aura lieu au Tribunal de Grande Instance de Chartres à 14h00.

Nous avons ensuite appris que le ministre de l'industrie, M. Estrosi, recevrait une délégation syndicale jeudi 18 février à 8h30 au ministère à Paris-Bercy. Semblant vouloir jouer la division syndicale, le ministère n'avait invité initialement que FO. Mais celui-ci a dû finalement accepter de recevoir tous les syndicats du site, dont la CGT.

La délégation CGT sera composée d'Antonio Perrucha (délégué central CGT Philips), de Nathalie Neil et Manu Georget (délégués CGT Philips Dreux) et de Bernard Devert (Fédération Métallurgie CGT).

**Nous appelons tous les salariés menacés de licenciements ou de suppressions d'emplois à se rassembler :**

**Jeudi 18 février à 8h, devant le ministère de l'industrie, à Paris Bercy**

**Salariés du privé et du public, il est urgent de faire converger nos luttes. Jeudi 18 février, ce rassemblement devant Bercy peut être une des étapes vers un mouvement plus large. Tous ensemble, nous pouvons interdire les licenciements et arrêter les suppressions d'emplois !**

## Compte rendu de la journée du lundi 15 février

Avertis samedi 13 février par le camarade Manuel de la CGT Philips EGP Dreux (et militant NPA), une dizaine d'étudiants de Paris VIII et de la Sorbonne (dont six de la tendance CLAIRE) sont venus apporter leur soutien et leur aide aux salariés de Philips.

Samedi, la direction de Philips avait envoyé une lettre recommandée à certains salariés du site de Dreux : elle leur demandait de ne pas venir travailler lundi ! Pas question d'obtempérer : lundi, l'ensemble des salariés se sont présentés dès 5H30 devant l'usine. Les portes étaient effectivement fermées avec une vingtaine de vigiles avec des chiens à l'intérieur du site en plus des gardiens habituels. Quelques travailleurs sont passés par dessus les grilles mais la masse n'a pas suivi, refusant de prendre le risque d'un affrontement avec les vigiles sous l'œil des caméras de télévision. A plusieurs reprises, nous avons entendu cette phrase : « on n'est pas des violents, on veut que ça se passe calmement ». Donc il n'y a pas eu de confrontation ni de tentative d'entrer dans l'usine.

Lors de l'AG et des discussions qui ont suivi avec les travailleurs, nous avons perçu une forte colère, mais aussi un sentiment de démoralisation, plus important que lors de notre dernière venue (en janvier : cf. <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/bulletins/AuCLAIRdelalutte5.pdf>). La plupart considère qu'ils ne pourront plus jamais entrer dans l'usine, que c'est trop tard, qu'ils ne pourront plus sauver leur emploi, et que la seule chose qui reste à faire est de négocier le plus d'indemnités de départ possible, même s'ils gardent encore un peu d'espoir dans la stratégie judiciaire en voulant porter plainte contre la direction de Philips. Le caractère illégal de la fermeture du site repose sur le fait que les délégués syndicaux n'ont pas émis d'avis au CCE (Comité central d'entreprise) sur le plan social estimant ne pas avoir assez d'informations. Or le plan social ne peut être mis en œuvre qu'une fois que le CCE a rendu un avis, que celui-ci soit positif ou négatif.

L'AG s'est passée de la manière suivante : FO (syndicat majoritaire aux élections) a commencé en présentant la situation et en proposant la stratégie légale d'assigner en référé Philips à propos du lock-out de ce matin. Les militants CGT sont d'accord pour poursuivre la bataille judiciaire, mais ont insisté sur l'importance de la dénonciation du lock-out patronal. FO a souligné que "maintenant ils avaient à faire à l'État". La CGT a aussi insisté sur l'importance que les travailleurs ne restent pas chez eux et maintiennent un piquet devant l'usine. L'AG a décidé de faire venir un huissier pour constater que les travailleurs ne peuvent pas entrer dans l'usine, en sachant que certains n'ont même pas reçu de lettres.

La lettre de la direction de Philips était accompagnée d'une proposition de reclassement sur le site en Hongrie pour un contrat de 12 mois à 450euros/mois et à condition de parler le hongrois ! Cette proposition a été très mal reçue chez les travailleurs qui considèrent que Philips se fiche d'eux car évidemment personne ne parle le hongrois et personne ne veut accepter cette offre bidon.

Les travailleurs de Philips ont apprécié que nous venions leur apporter notre soutien. Nous sommes intervenus à l'AG en faisant part à nouveau de notre solidarité en tant qu'étudiants de Paris VIII et de la Sorbonne qui sont venus aujourd'hui. Nous avons dit que nous étions scandalisés par ce que subissent les travailleurs aujourd'hui (licenciement et pression qui les poussent même jusqu'au suicide comme à France Télécom), et que face à cela, l'expérience de contrôle ouvrier qu'ils ont mis en œuvre constituent un exemple qui a été diffusé au niveau national et qui fait que maintenant les projecteurs des médias et des travailleurs des autres boîtes en lutte sont braqués sur Philips. Nous avons insisté sur la nécessité de la convergence avec les autres boîtes en lutte (Ikéa, Total, ...) et la solidarité entre étudiants et ouvriers pour sortir les luttes de leur isolement et créer un rapport de force important pour avoir des perspectives de victoire. Enfin nous avons indiqué que nous reviendrions demain et un maximum d'autres jours, en essayant de faire venir encore plus d'étudiants et de travailleurs.

Plusieurs travailleurs nous ont remercié, même s'ils ne cachaient pas leur démoralisation. Certains parlaient de leur génération comme une génération « sacrifiée », qui a du mal à lutter. Toutefois, certains ouvriers se sont posés des questions comme « pourquoi on ne saute pas la grille » (qui était

d'ailleurs spécialement basse, ce qui montre que « les vraies grilles sont dans la tête des ouvriers », comme disait Raul Godoy sur l'expérience de Zanon).

Suite aux différentes discussions, nous avons avancé deux idées :

- revenir demain avec le film sur l'usine argentine Zanon, sous gestion ouvrière depuis neuf ans, et faire une projection collective avec les travailleurs.
- organiser pour samedi (ou début de semaine prochaine) une grande "fête", un grand rassemblement sur le site avec concerts, étudiants, autres boîtes en lutte, figures intellectuelles qui viendraient soutenir les Philips et leur remonter le moral.

Les deux idées ont été bien accueillies par les travailleurs, même si beaucoup pensent que "Zanon" est impossible en France. Nous reviendrons donc demain avec le film. Il faut en outre voir dès maintenant comment organiser ce grand rassemblement de soutien en quelques jours.

Il faut maintenant se battre pour que les militants lutte de classe et notamment le NPA apportent leur soutien à la lutte des travailleurs de Philips. Et il faut mener la discussion sur la façon d'aider les travailleurs à conduire cette lutte de portée nationale, qui pourrait avoir un effet d'entraînement sur beaucoup d'autres travailleurs confrontés aux licenciements et se cumuler avec les autres luttes en cours (Ikéa, Total...).

*Nicolas (comité de Saint Ouen)*

***Dernière minute :***

***Lors de l'AG des travailleurs de ce mardi matin a été annoncé un rendez-vous entre le ministre de l'industrie Estrosi et les représentants syndicaux de Philips-Dreux  
Les travailleurs de l'usine ont décidé de monter collectivement à Paris :***

**CE JEUDI 18 FÉVRIER à 8h 30 au ministère (rue de Bercy, Paris 12<sup>e</sup>)**

***Mobilisons-nous massivement pour accompagner les travailleurs de Philips !  
Faites passer l'information !***

**Communiqué de la Fédération Syndicale Etudiante (14 février)**

**Soutien aux travailleurs de Phillips Dreux**

Les travailleurs de l'usine de Phillips à Dreux ont appris samedi soir que la direction avait décidé de fermer définitivement l'usine demain matin, lundi 15 février, en supprimant ainsi 212 emplois. Cette décision intervient alors que, suite à l'annonce le 22 octobre par les patrons du groupe Phillips d'un plan de suppression de 6 000 emplois, les travailleurs de l'usine de Dreux avaient entamé une lutte pour garder leur travail. Ils ont décidé alors, non seulement de se mettre en grève, mais également d'occuper l'usine et d'assurer eux-même la production, mettant ainsi en place une forme de contrôle ouvrier.

Si la lutte sous cette forme a cessée, les dirigeants de l'usine semblent craindre encore la combativité des travailleurs, puisqu'elle a décidé brutalement de la fermeture de l'usine en leur envoyant un courrier pour leur dire de ne pas venir travailler demain matin.

La Fédération Syndicale Etudiante dénonce ces pratiques et affirme son soutien plein et entier à l'ensemble des travailleurs de l'usine Phillips à Dreux en lutte pour la sauvegarde de leurs emplois. De plus, cette décision illégale (le plan social n'ayant pas été validé) est à l'image du cynisme d'un patronat laissant les travailleurs seuls face à leur sort.

**Contre à la répression patronale, seule la lutte paie !**



Source: [http://cgt-egp-dreux.over-blog.com/ext/http://www.lepost.fr/article/2009/12/22/1854107\\_1-exploitation-capitaliste-en-images.html](http://cgt-egp-dreux.over-blog.com/ext/http://www.lepost.fr/article/2009/12/22/1854107_1-exploitation-capitaliste-en-images.html)

## La lutte des salariés chez Ikea Roissy-en-France

Des militants de la Tendence CLAIRE du NPA se sont rendus dimanche 14 février au magasin d'Ikea Roissy-en-France pour soutenir les grévistes. Ce magasin est l'un des plus anciens d'Ikea en France. Cinq cent salariés environ y travaillent. À cause de la grève, le magasin souffre de la réduction du stock de marchandises. Si la grève s'étendait aux dépôts du groupe, il serait probablement impossible d'ouvrir les magasins.

Il n'y avait pas beaucoup de grévistes parce que la journée est payée double (ce qui permet de soulager un peu les travailleurs qui font grève depuis une semaine) et que généralement le week-end il y a beaucoup d'étudiants qui y travaillent à temps partiel, ce qui affaiblit leurs possibilités de faire grève car financièrement cela est trop pénalisant pour eux. Ainsi, on a pu discuter avec des non-grévistes qui exprimaient cette contrainte économique qui les dissuadait de se joindre à la grève. En outre, un travailleur à mi-temps, non-gréviste, nous a dit que pour lui la lutte des salariés d'Ikea pour les salaires lui semblait un peu en « décalage » par rapport à la situation sociale du pays : alors que des travailleurs luttent pour conserver leur emploi, « ici on demande des augmentations de salaires ». Cela témoigne d'une certaine peur du chômage, qui s'exprime à travers un discours qui tend à se contenter du « moindre mal ». Cependant, ce salarié semblait assez conscient de l'exploitation accrue depuis le début de la crise. Il nous a dit par exemple, qu'en raison du non renouvellement des CDD et des intérimaires, ils avaient vu leur charge de travail se multiplier par deux et que si l'accent était davantage mis sur les conditions de travail, il serait peut-être en grève. Pourtant, tous les non-grévistes que nous avons rencontrés se disaient tout à fait solidaires de leurs collègues grévistes.



On a aussi appris que la grève est très suivie parmi les caissières, les agents du dépôt, et le personnel de ventes et manutention en bas du magasin. Elle est en revanche beaucoup moins suivie par les employés des ventes à l'étage. Selon les responsables syndicaux, que l'on a rencontrés après, cela est dû « aux conditions de travail différentes ».

Nous avons rencontré les grévistes qui étaient réunis devant une sortie du magasin. La première chose qui sautait aux yeux, c'est que la plupart des grévistes étaient des jeunes d'entre 20 et 30 ans.

Ils avaient un discours assez combatif et ils nous disaient comprendre les collègues qui ne faisaient pas grève : c'est pour tout le monde très difficile financièrement et personnellement de faire grève. Puis un délégué de FO, majoritaire sur ce site, nous a expliqué que leur revendication d'augmentation salariale représentait environ 2,5 millions d'euros à l'année, bien moins que ce que la grève a déjà coûté au groupe (environ 5 millions d'euros). Cela montre bien que nous sommes face à un conflit qui a un fond clairement politique : si les salariés d'Ikea gagnent aujourd'hui, cela peut ouvrir une nouvelle phase dans la lutte de classes en France, d'autant plus qu'il s'agit d'une lutte offensive.

Nous leurs avons proposé de faire une caisse de grève là où on est présent (universités, lieux de travail, etc.). Ils ont très bien reçu cette idée car financièrement la grève commence à peser.

Quant à l'attitude des clients par rapport à la grève, nous avons écouté et vu des gens manifester leur solidarité. Beaucoup disaient : « ils sont en grève... ils ont raison » !

*Etienne Ernst*

## **Total Dunkerque : Les salariés occupent les locaux administratifs de la raffinerie**

### *Dépêche AFP du mardi 16 février :*

Les salariés de la raffinerie Total de Dunkerque, en grève depuis un mois, ont investi mardi les locaux administratifs du site menacé de fermeture, pour réclamer des réponses sur leur avenir et la nomination d'un médiateur, à la veille d'une grève nationale au sein du groupe.

Malgré la présence d'une dizaine de vigiles, environ 150 grévistes ont forcé mardi à l'aube l'entrée du siège de l'usine, dont l'activité de raffinage a été arrêtée depuis septembre.

Les syndicats avaient fixé à la direction un ultimatum expirant lundi à minuit, réclamant le redémarrage du site, faute de quoi ils menaçaient de "prendre possession de l'outil de travail".

Après avoir occupé le rez-de-chaussée du bâtiment, des salariés munis d'une échelle ont investi les étages abritant les bureaux de la direction, tandis que d'autres bousculaient les vigiles pour accéder aux escaliers.

Aux cris de "on est chez nous", les salariés, ont pénétré dans le bureau du directeur, qui avait quitté les lieux quelques minutes plus tôt.

Ils se sont ensuite dirigés vers le toit du bâtiment pour y installer des banderoles réclamant "un avenir pour les Flandres" et des drapeaux rouge, vert et rose aux couleurs des syndicats CGT, FO et Sud.

"Ils sont partis, ils ont lâché, c'est ce qu'on voulait. Maintenant on va occuper les bâtiments pour en faire notre nouveau piquet de grève, et réclamer une réponse claire de la direction sur l'avenir de notre raffinerie et une avancée de la date du CCE", a déclaré Philippe Wullens, délégué Sud.

Il a appelé les grévistes à ne "surtout pas faire de dégâts". "Pour l'instant, il est hors de question d'envahir la raffinerie pour des raisons de sécurité", a-t-il souligné.

"On voulait envoyer un message symbolique fort sur notre détermination à la direction et aux salariés des autres raffineries du groupe. On a besoin de leur soutien maintenant", a indiqué Benjamin Tange, un ouvrier du site, installé à la table de réunion du directeur.

L'intersyndicale CGT-CFDT-FO-Sud de Total a appelé à un mouvement de grève sur l'ensemble des sites du groupe en France pour mercredi et jeudi, en solidarité avec la raffinerie des Flandres, qui emploie 370 personnes.

La direction du groupe a convoqué pour le 29 mars un comité central extraordinaire pour examiner la situation du site, après avoir dans un premier temps reporté à juin sa décision sur le sujet.

Mais les salariés de Dunkerque, en grève depuis le 12 janvier, réclament l'avancée du CCE à début mars. "Patienter un mois et demi de plus pour être fixé sur notre avenir, c'est inacceptable", témoigne Clément Mortier, en accrochant une banderole sur le toit du bâtiment.

"S'ils ont décidé de fermer l'usine, qu'ils le disent une bonne fois pour toutes, on en a marre d'entendre des histoires", s'énerve Stéphane Février, un salarié du site.

"On tiendra jusqu'au bout. De toutes façons, on n'a plus rien à perdre", affirme Laurent Foufelle, ouvrier à la raffinerie depuis 16 ans.

## **Contre les attaques de la classe dominante pour diviser les travailleurs français et étrangers**

**Mobilisons-nous contre le projet de loi d'interdiction du voile intégral !**

### **Ce que signifie l'essor de l'islam dans les quartiers populaires en France**

Depuis des années, les conditions de vie des populations immigrées ou d'origine immigrée ne cessent de se dégrader. Les promesses de la politique d'intégration ont fait long feu. Si la bourgeoisie cherche à promouvoir l'accès à l'élite d'une minuscule fraction des populations d'origine étrangère (*via* différents mécanismes de « discrimination positive »), l'immense majorité de ces populations vit dans la misère, et subit de surcroît le racisme institutionnel et une répression croissante au moindre signe de révolte.

Depuis les années 1980, le discrédit profond de la gauche institutionnelle a rejailli sur l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier. Cette situation a offert un terrain propice au développement de la religiosité et aussi de l'Islam politique, au sein de la jeunesse populaire d'origine immigrée. Un élément symbolique de cette pénétration est la conversion à l'islam de Toumi Djäidja, leader de la marche des jeunes Beurs de 1983.

L'engouement pour l'islam a un double sens :

- D'une part, il s'inscrit dans la quête générale de sens face au rouleau compresseur capitaliste (qui tend à réduire l'ensemble des liens sociaux aux rapports médiatisés par l'argent) et à l'absence d'alternative politique crédible. Cette quête ne se manifeste pas seulement par un renouveau religieux, mais aussi et surtout par d'autres symptômes : la mode des livres ésotériques, ou les ouvrages et pratiques centrés sur la connaissance et le développement personnels, particulièrement « à la mode » parmi les classes moyennes athées ou non pratiquantes. Alors que les pratiques religieuses s'inscrivent dans un cadre communautaire, ces nouvelles aliénations spirituelles prennent corps sur le délitement des liens sociaux, sans viser la construction de nouvelles communautés.

- D'autre part, il est le moyen par lequel la jeunesse populaire d'origine immigrée manifeste sa défiance à l'égard du modèle impérialiste occidental ou sa réaction aux stigmatisations racistes. L'adhésion à l'islam se pare alors d'oripeaux « anti-impérialistes », en fait anti-américains ou anti-occidentaux, et est associée à la solidarité avec les Palestiniens. Parmi les plus conscients politiquement, le tournant vers la religion va de pair avec l'hostilité envers les dirigeants impérialistes et leurs affidés dans les pays arabo-musulmans.

En outre, le renforcement du poids de l'islam ne peut qu'accentuer l'oppression que subissent les femmes. L'extension du port du foulard islamique en est une manifestation, quoi qu'en disent les relativistes qui prétendent qu'il relève d'un libre choix aussi anodin qu'un autre. Le problème n'est bien évidemment pas le port du foulard en tant que tel, mais le contexte familial (et de voisinage) oppressif sous-jacent, qui amène de plus en plus de jeunes femmes à faire le « choix » de porter un foulard pour affirmer leur identité religieuse, leur appartenance communautaire (contre le racisme et les discriminations) et/ou satisfaire aux pressions de l'entourage.

### **Au nom de la « laïcité » et de la défense des droits des femmes, fin 2003, le gouvernement Chirac essaye de reconstruire une union nationale et diviser les travailleurs en stigmatisant la population arabo-musulmane en interdisant le port du foulard à l'école**

Si les gouvernements bourgeois cherchent à organiser et renforcer un « islam républicain », ils communiquent sur le danger de l'islam radical, et par là même, pointent du doigt l'ensemble de la population arabo-musulmane, suspectée de basculer ou de pouvoir basculer dans la barbarie obscurantiste.



Fin 2003, à quelques mois des élections régionales (tiens donc...), le gouvernement s'est appuyé sur l'exclusion de deux jeunes filles portant un foulard du lycée H. Wallon d'Aubervilliers (avec l'appui de professeurs de LO et de la LCR) pour lancer une campagne hystérique qui a abouti à la loi sur l'interdiction des signes religieux « ostensibles » des élèves à l'école. Alors que les gouvernements piétinent allègrement la laïcité, c'est-à-dire la séparation de l'État et de la religion (en organisant les différents cultes, en finançant les écoles privées, etc.), Chirac a osé se revendiquer de la « laïcité » pour empêcher les élèves d'afficher une croyance religieuse. Alors qu'il s'agissait prétendument de contribuer à l'émancipation des jeunes filles portant un foulard, cette loi n'a fait qu'ajouter une oppression étatique à l'oppression que subissent généralement ces jeunes filles dans leurs familles. On ne lutte pas contre la misère religieuse en humiliant celles qu'on prétend libérer, mais en s'attaquant aux racines sociales de cette aliénation. Les marxistes révolutionnaires authentiques ne pouvaient que s'opposer de toute leur force à cette loi, en cherchant à organiser l'ensemble des travailleurs – femmes portant un foulard comprises – contre l'État bourgeois. C'est une position diamétralement opposée qu'avait prise LO, en apportant son soutien explicite à la décision annoncée d'interdire le foulard à l'école, en la faisant même passer pour une victoire des enseignants et des femmes ! On pouvait lire ainsi dans le numéro du 19 décembre 2003, en page éditoriale : la décision du président « *n'aurait sans doute pas été possible si des enseignants n'avaient pas refusé de faire cours à des jeunes filles voilées, s'ils ne s'étaient pas mobilisés pour refuser le port du voile, pas seulement au nom du respect de la laïcité, mais aussi et surtout au nom de la défense des droits des femmes* » !

## **En 2010, la bourgeoisie, inquiète de la résistance des travailleurs, tente à nouveau de détourner leur attention des coups du patronat et de les diviser avec son projet d'interdiction du voile intégral dans l'espace public**

Aujourd'hui, à quelques mois des élections régionales, le gouvernement a déclaré la guerre au voile intégral (*burqa* ou *niqab*), qui est porté par seulement un millier de femmes en France. Il s'appuie sur les travaux d'une commission parlementaire allant du stalinien Gérin (PCF) à l'extrême droite de l'UMP (Raoult), qui prône unanimement l'interdiction du port de la *burqa*, au moins dans certains lieux publics. Un beau consensus républicain pour s'attaquer à la prétendue menace salafiste au nom de la sécurité publique (car tout le monde doit découvrir son visage devant les flics de Sarkozy) et des droits de la femme ! Certains députés, comme le chef de file des députés UMP (Jean-François Copé) souhaitent même aller plus loin en interdisant le port du voile intégral sur tout le territoire. En attendant d'aller plus loin et d'interdire le port du *hijab*. Alors qu'il y a environ 5 millions de musulmans en France, qui sont sur-représentés dans les effectifs du prolétariat industriel, la bourgeoisie a tout intérêt à mener une campagne anti-musulmans afin d'empêcher l'unité du prolétariat contre le capital.

Dans un premier temps<sup>1</sup>, la direction de notre parti n'a pas apprécié correctement la gravité de cette attaque, analysant simplement ce projet de loi comme un détournement d'attention qui « ne règlera rien » et « sera vécue comme discriminatoire ». La motion adoptée par le CPN le 31 janvier<sup>2</sup> est en revanche plus satisfaisante : elle exprime notre « opposition totale » au projet de loi, et notre détermination à lutter pour empêcher son adoption. Cependant, elle ne va pas, malheureusement, jusqu'à en appeler à la mobilisation contre ce projet de loi.

Dans le prolongement de son positionnement sur l'interdiction du foulard musulman à l'école, LO appuie implicitement le projet du gouvernement. Puisque la burqa est contraire à « la dignité de l'être humain », LO s'en remet à l'État pour émanciper de force les femmes portant le voile intégral : rien de tel que l'utilisation de l'appareil répressif d'État pour en finir avec l'obscurantisme religieux ! LO se positionne ainsi du côté de l'État bourgeois face aux femmes opprimées qui subiront en plus, soit la répression de l'État bourgeois, soit l'enfermement à domicile. Quelle grande victoire pour l'émancipation des femmes !

<sup>1</sup> Communiqué du 26 janvier : <https://www.npa2009.org/content/communiqu%C3%A9-du-npa-non-%C3%A0-une-loi-sur-la-burqa>

<sup>2</sup> Cf. <http://npaloireord.over-blog.com/article-infos-du-ce-du-2-fevrier-2010-n-4-special-cpn-44158115.html>

Dans *Informations ouvrières*, le journal du POI, un article<sup>1</sup> dénonce l'hypocrisie des parlementaires qui prétendent vouloir défendre les droits des femmes, alors que toute leur politique démontre le contraire. Mais au lieu de mener un combat contre les lois liberticides, l'article en appelle à la bonne application des lois existantes : « *Pourquoi donc une loi ? Toute personne doit répondre quand un agent assermenté lui demande de décliner son identité : permis de conduire, carte d'identité, identification des mères qui viennent à l'école... C'est la loi. Elle est valable pour la femme voilée, le motard qui porte le casque intégral ou le Savoyard qui traverse les frimas avec son passe-montagne !* » Autrement dit, pour le POI, il est normal que les flics puissent nous contrôler quand ils le désirent, que chacun soit identifiable afin de prouver qu'il ne constitue par une menace... Pour le POI, parti de l'ordre républicain, le respect des lois (y compris les plus liberticides) va donc désormais de soi.

Les marxistes ne doivent pas relativiser l'oppression des femmes emprisonnées dans la *burqa*. C'est pourquoi nous devons, non pas en appeler à l'État bourgeois pour qu'il accentue leur oppression (en les empêchant de fait de sortir de chez elles), mais nous adresser à elles, comme à tous les opprimés, sans faire d'un préalable qu'elles se « dévoilent ». C'est en leur permettant de participer à un combat de classe commun que nous leur permettrons de s'émanciper du carcan familial et religieux qui les opprime. Le mouvement ouvrier doit en outre apporter sa protection, ainsi que le soutien matériel et moral nécessaire aux femmes qui souhaitent s'échapper de la prison dans laquelle elles sont enfermées.

**Retrait du projet de loi d'interdiction du voile intégral !  
Pour que le NPA propose l'organisation d'une manifestation nationale à l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier !**

*Gaston Lefranc*

**Toujours plus loin dans l'abjection :  
pour avoir le privilège d'être français, les immigrés doivent démontrer  
leur adhésion aux valeurs de la bourgeoisie française**

Le 2 février, Éric Besson (ministre de l'immigration) a refusé la nationalité française à un ressortissant étranger dont la femme (française) porte le voile intégral. C'est la première fois que la naturalisation par le mariage est refusée pour ce motif. Aujourd'hui, pour devenir français, il faut passer un entretien individuel avec un agent de la préfecture, afin de « vérifier l'assimilation à la communauté française ». C'est sur la base de cet entretien que Besson a pris cette décision. En juin 2008, le Conseil d'État avait déjà rendu un arrêt confirmant le refus d'octroyer la nationalité française à une Marocaine en prétextant une « pratique radicale de la religion incompatible avec les valeurs essentielles de la communauté française ».

Ainsi, pour qu'un étranger puisse devenir français, il doit se soumettre à une police de la pensée qui doit vérifier son adhésion aux « valeur de la république ». C'est un procédé néocolonial qui impose que l'étranger se prosterne devant les valeurs de la bourgeoisie du pays d'accueil.

Les gouvernements bourgeois n'ont aucune raison de s'arrêter de stigmatiser les populations les plus exploitées et les plus fragilisées. C'est d'autant plus écoeurant qu'ils se drapent derrière le drapeau de l'humanisme. Face à ces opérations de plus en plus abjectes, les marxistes révolutionnaires doivent organiser l'ensemble des travailleurs pour s'opposer à ces opérations qui visent les couches les plus fragiles du prolétariat. Ils doivent avoir le courage de torpiller l'unité nationale autour du consensus républicain bourgeois, et de ne faire aucune concession aux préjugés racistes qui sont enracinés au sein du prolétariat français. Le NPA doit s'adresser à l'ensemble des travailleurs, quelle que soit leur pratique religieuse, pour déjouer les manœuvres du gouvernement et bloquer les dispositifs qui visent à stigmatiser la population d'origine immigrée.

*G. L.*

<sup>1</sup> « L'oppression des femmes ? Parlons-en ! », <http://www.parti-ouvrier-independant.com/spip/spip.php?article741>

**Contre la campagne haineuse et hypocrite de la bourgeoisie,  
une priorité : défendons notre camarade Ilhem Moussaid et le NPA !**

**La contradiction entre le foulard musulman et les valeurs féministes  
ne peut faire obstacle à la pleine intégration de ces militantes  
si elles défendent le programme du parti**

*De nombreux camarades se sont émus, voire indignés, en apprenant par la presse qu'une militante du NPA, qui a fait le choix de porter un voile en raison de ses convictions religieuses, se trouvait sur la liste NPA du Vaucluse (région PACA). Le débat est d'autant plus nécessaire que la direction de notre parti a refusé de l'organiser au préalable. Mais il nous semble important d'essayer de le poser dans des termes concrets, car on ne peut pas se contenter de réaffirmer les principes généraux de la laïcité ou du féminisme. Nous devons inscrire ce débat dans le contexte politique et tenir compte du fait que des jeunes femmes musulmanes se réclament du féminisme et de l'anticapitalisme tout en faisant le choix de porter un foulard, afin de nous demander dès lors si cette contradiction, réelle, ne pourrait pas être assumée dans le cadre d'un parti anticapitaliste révolutionnaire cherchant à gagner les plus opprimés.*

### **Dans quel contexte intervient cette campagne de la bourgeoisie contre la camarade Ilhem et le NPA ?**

**Depuis trente ans — sans même remonter à la guerre d'Algérie —, la bourgeoisie essaie de nous faire croire que l'une des causes du chômage de masse serait la présence massive d'immigrés, originaires avant tout de pays musulmans.** Depuis trente ans, la politique des gouvernements successifs de droite et de gauche consiste à multiplier les lois anti-immigrés et sécuritaires, à parquer les populations d'origine immigrée dans des ghettos de banlieue et à soutenir de fait la montée des discriminations de toutes sortes contre ces populations. Cela s'est encore aggravé avec l'arrivée de Sarkozy au pouvoir, qui s'est fait élire en reprenant des thèmes du Front national et qui, depuis, mène une chasse systématique et impitoyable aux sans-papiers et aux jeunes des quartiers populaires. Enfin, depuis la crise capitaliste qui a éclaté à l'été 2008, la bourgeoisie redouble ses coups contre les travailleurs, la jeunesse et les femmes. D'autant plus que le retour du prolétariat sur la scène de la lutte des classes et la résistance multiforme des travailleurs, malgré la politique des appareils, l'inquiètent. C'est pourquoi elle cherche frénétiquement à diviser les travailleurs, à détourner leur attention des véritables problèmes et à trouver des boucs émissaires à la crise. C'est pourquoi le gouvernement a lancé son débat raciste sur l'identité nationale et prépare une projet de loi interdisant le port de la burqa dont le seul but est de stigmatiser les musulmans.

**Ne pas comprendre que la campagne hystérique de la bourgeoisie contre notre camarade Ilhem et le NPA est étroitement liée à ce contexte politique, c'est prendre le risque de mener un débat abstrait, coupé de la très difficile situation sociale et politique à laquelle nous sommes confrontés.** De fait, cette campagne a été lancée par le quotidien réactionnaire *Le Figaro* et relayé en quelques heures par tous les principaux partis de la bourgeoisie, du FN aux dirigeants du PCF. Naturellement, les arguments « laïques » et « féministes » avancés ne sont qu'hypocrisies de la part de ces partis qui gouvernent le pays à tour de rôle, aux niveaux national et régional, en subventionnant les écoles et lycées privés (catholiques à 90%), en rémunérant par les fonds publics les prêtres d'Alsace-Moselle, en refusant toute mesure sérieuse pour l'égalité salariale des hommes et des femmes, en rétablissant le travail de nuit des femmes dans l'industrie (gouvernement Jospin-Buffet-Mélenchon en 2001), en refusant la contraception gratuite, en fermant les centres IVG, en soutenant les gouvernements les plus réactionnaires de par le monde, etc. Dans le cas du PS et du PCF, la participation à la campagne contre le NPA est d'une hypocrisie d'autant plus scandaleuse que ces partis ont l'un et l'autre présenté une candidate portant un foulard musulman à des élections antérieures, l'une siégeant au conseil municipal de Creil (Oise), l'autre à celui d'Echirolles dans l'Isère (cf. *Le Monde* du 8 février).

## **Les camarades qui protestent ont raison de dénoncer la direction du parti qui n'a pas organisé le débat nécessaire sur cette question difficile**

Il n'en reste pas moins que **les camarades qui protestent aujourd'hui sont fondés à faire valoir que la présence d'une camarade voilée sur les listes du NPA susciterait nécessairement une polémique et qu'il aurait donc fallu l'anticiper**, afin que la discussion soit menée, que la décision soit prise collectivement et que le parti soit, le cas échéant, capable de l'assumer politiquement. On peut donc comprendre celles et ceux qui s'estiment mis devant le fait accompli, d'autant plus que les camarades du Vaucluse disent avoir lancé le débat depuis plusieurs mois et que la question aurait encore pu être soumise au CPN du 29 janvier (mais la direction a préféré consacrer du temps à une vaine attaque contre la Tendence CLAIRE plutôt que de réfléchir, entre autres, à ce vrai problème !). Il est grave que la direction se montre à ce point incapable de sentir les nombreuses frustrations démocratiques qui s'expriment régulièrement à la base du parti.

Face aux critiques, elle a beau jeu de rappeler qu'il revenait aux départements et aux régions de constituer les listes électorales : de fait, cela a été décidé par le CPN du 13 décembre — et nous n'étions pas nombreux, à l'époque, à dénoncer frontalement la résolution confuse et démobilisatrice qu'il avait adoptée, en particulier le fait d'autoriser chaque région à faire des listes à sa sauce, avec son programme et ses alliances. Mais tout cela prouve justement qu'**il aurait fallu organiser sur la question des élections et plus généralement de la politique immédiate du parti, une vraie conférence nationale** à l'automne, comme nous le préconisons, plutôt qu'un référendum déguisé (la « consultation nationale ») et un CPN chargé d'en « interpréter » à sa guise le résultat. Dans ce cadre, il aurait été possible de mener un vrai débat dans tout le parti sur les alliances électorales comme sur la composition des listes et de le trancher démocratiquement par une assemblée nationale des délégués élus par la base. De la même façon, plutôt que de violer les statuts en reportant le congrès national (qui devait avoir lieu « un an à un an et demi » après le congrès de fondation), **la direction serait bien inspirée de convoquer le congrès pour le printemps**, comme nous le demandons depuis plusieurs mois, afin de limiter par l'organisation urgente de vrais débats programmatiques et stratégiques les dégâts causés par ses choix politiques et sa désinvolture méthodologique, que nous mesurons chaque jour.

### **Ce que nous devons dénoncer avant tout dans cette campagne, ce sont les accords régionaux du NPA avec les réformistes cogestionnaires du PC et du PG !**

Si nous comprenons donc la protestation sincère des camarades contre l'absence d'un débat préalable à la candidature d'Ilhem dans tout le parti, nous considérons que **le plus grave des scandales, c'est la décision de mener une campagne électorale à géométrie variable et de soumettre notre parti anticapitaliste, dans la moitié des régions, au programme des réformistes cogestionnaires des institutions**. Quoi que l'on pense de la présence d'une camarade portant le foulard sur nos listes, nous estimons que les sujets qui devraient susciter les polémiques les plus passionnées, sont les accords purement électoralistes et opportunistes passés avec des réformistes du PG, du PC, des Alternatifs ou des Objecteurs de croissance. D'autant plus que ces accords impliquent :

- **le refus de critiquer le bilan des exécutifs régionaux auxquels les élus du PC et du PG ont participé depuis 2004 avec le PS ;**
- **l'acceptation que ces « alliés » du NPA continuent à gouverner les régions avec le PS et Europe écologie, comme c'est prévu notamment en Languedoc-Roussillon** où la liste PC/PG/NPA a d'ailleurs pour numéro 1 René Révol (PG), qui reconnaît avoir voté le budget de Frêche au conseil d'agglomération de Montpellier et alentour<sup>1</sup> ;
- **dans certains cas, l'acceptation dans le texte même de l'accord signé par le NPA de subventions publiques aux entreprises privées, comme en Bourgogne et dans le Limousin — en totale contradiction avec le programme du NPA.**

<sup>1</sup> Cf. *La Gazette* du 11 février 2010, <http://www.agauchemaintenant.fr/Entretien-avec-la-Gazette>

Cette politique empêche donc la délimitation claire entre programme réellement anticapitaliste et programme compatible avec le capitalisme, elle sème la confusion dans la tête des travailleurs et des jeunes — et elle prépare d'ailleurs notre parti à être la première victime de leur choix majoritaire de l'abstention, comme aux européennes, car nos sympathisants ont besoin de clarté et d'espoir, non de cuisines électoralistes et opportunistes. De ce point de vue, il est évident que c'est cette politique qui met gravement en péril les fondamentaux de notre projet anticapitaliste, non la présence d'une unique camarade portant le foulard parmi les 2000 candidats présentés ou soutenus par le NPA !

## **Ilhem a toute sa place dans notre parti et ne doit subir aucune discrimination !**



Mais venons-en maintenant au fond du problème : un parti anticapitaliste, laïque et féministe peut-il accepter en son sein, voire présenter comme candidates, des femmes qui font le choix de porter le foulard, alors que le foulard est le symbole d'une religion et en particulier d'une oppression patriarcale des femmes ? Tout en estimant nécessaire un vrai débat sur cette question, la Tendence CLAIRE y répond par l'affirmative.

En effet, **la camarade Ilhem n'est ni une militante de l'islam politique, ni une prosélyte de sa religion : c'est une militante qui revendique, comme nous tous, un combat anticapitaliste, laïque et féministe, se prononçant en particulier, publiquement, pour la liberté sexuelle, la contraception et le droit à l'avortement** (cf. *Politiques*, 05/02 et *Le Monde*, 10/02). À moins de l'accuser de mentir ou de lui faire un procès d'intention, ce qui serait contraire au principe selon lequel on juge les gens par leurs actes, il n'y a aucune raison de douter de la sincérité de son engagement. D'autant plus que le NPA a fait le choix d'accepter en son sein toute personne se disant en accord avec « l'essentiel de ses principes fondateurs » et de ses statuts — et, dans les faits, il accueille à bras ouverts même des réformistes assumés, voire les met aux premières places électorales, sans que cela suscite de polémiques au-delà de la Tendence CLAIRE et de quelques autres camarades de la gauche du parti<sup>1</sup>. — Bref, Ilhem a toute sa place dans le parti et, comme il n'y a pas deux catégories de militants, elle a comme les autres le droit de représenter le NPA si elle s'engage à défendre publiquement son programme et si, après débat, le parti le décide (sachant qu'elle est évidemment mandatée et révocable, comme tout représentant du parti).

Certes, Ilhem porte un foulard musulman sur la tête. Mais rien ne l'interdit dans nos statuts — fort heureusement. Contrairement à un ou une chrétien-ne qui porterait une grosse croix, ce foulard n'en fait pas par lui-même une militante de l'islam qui ferait du prosélytisme : chacun sait que c'est là un signe consubstantiel à une certaine interprétation de la religion musulmane. Si cette camarade est croyante et qu'elle partage cette interprétation de sa religion, c'est son droit. Il serait inacceptable de lui faire subir une discrimination sous prétexte que le signe en question est inévitablement visible alors que la croyance d'un homme musulman ne le serait pas et que celle d'un ou une chrétien-ne s'exprimerait plus discrètement par une petite croix autour du cou.

## **Le foulard musulman est contradictoire avec nos valeurs féministes, mais cette contradiction est secondaire si l'on est d'accord avec notre programme**

Certes, ce foulard symbolise, dans la religion musulmane (comme d'ailleurs dans la religion juive et dans la religion chrétienne à d'autres époques et encore aujourd'hui dans certains cas), une

---

<sup>1</sup> Cf. par exemple notre critique des positions de Raoul-Marc Jennar, tête de liste aux européennes dans le Sud-Est, dans *Au CLAIR de la lutte* n° 2, printemps 2009. Notons d'ailleurs que ce camarade réformiste a pris à juste titre la défense de la candidature d'Ilhem, confirmant que, sur cette question, les différentes positions qui divisent le parti ne recourent pas les principaux clivages habituels...

oppression des femmes par les hommes. Mais nous combattons avant tout les oppresseurs, donc les hommes qui imposent le foulard aux femmes, non les opprimées, les femmes qui le portent et que nous aidons au contraire à prendre conscience qu'elles peuvent s'en libérer et à combattre pour cela. De ce point de vue, il est juste de **soutenir et encourager les femmes qui décident d'enlever le foulard** : nous devrions les mettre systématiquement en avant pour en faire des modèles et qu'elles assurent prioritairement la représentation du parti dans les quartiers populaires (et il n'y aurait ainsi pas la moindre attaque possible sur cette question contre le NPA).

Cependant, le fait est qu'Ilhem, après avoir acquis par son engagement les instruments politiques qui la mettent à égalité avec les autres militants, persiste quant à elle à vouloir porter un foulard tout en se revendiquant du féminisme et des autres valeurs de notre parti. Or ce combat politique subvertit par lui-même, non complètement, mais largement, le sens de son foulard. **Il s'agit certes d'une contradiction personnelle qui pose un problème politique** : on ne peut le nier, comme prétendent le faire certains camarades en parlant unilatéralement de « libre choix », comme si le foulard ne symbolisait rien. De plus, en menant la campagne du NPA tout en portant le foulard, Ilhem affichera en permanence cette réelle contradiction. Si nous comprenons que cela trouble certains camarades, nous pensons néanmoins que nous devons l'assumer. En effet, **Ilhem n'est pas la seule militante à porter une ou plusieurs contradictions personnelles posant des problèmes politiques !** Nous connaissons aussi des militants qui se disent anticapitalistes et qui signent des accords avec le PC et/ou le PG pour subventionner les entreprises privées. Nous en connaissons d'autres qui se disent révolutionnaires et qui croient que des élus NPA dans les conseils régionaux vont pouvoir changer les choses. Plus généralement, nous connaissons tous des militants dont le comportement trahit un machisme ordinaire même quand ils se disent féministes. Nous savons que certains prennent leur grosse voiture bien polluante même quand ils ont un métro ou un RER près de chez eux. Et nous connaissons même des camarades qui fustigent le capitalisme et qui exercent pourtant des professions d'encadrement. La seule différence avec Ilhem, c'est que ces contradictions personnelles ne se voient pas sur une liste électorale !

Mais surtout, **la camarade Ilhem est une femme, une jeune et immigrée** (elle est née au Maroc). Elle fait donc partie à trois titres des catégories les plus opprimées de la société française profondément inégalitaire et de plus en plus oppressive. À moins de sombrer dans le formalisme d'une morale abstraite, on ne peut être insensible à l'importance politique décisive de ce fait. Le NPA revendique à juste titre de vouloir se construire comme un parti des exploités et des opprimés qui luttent contre le capitalisme, car c'est là que se trouve le principal ferment de la révolte et la classe qui accomplira la révolution. S'il doit se concentrer avant tout sur l'activité en direction de la classe ouvrière (ce qu'il ne fait vraiment pas assez aujourd'hui), il est crucial que notre parti recrute tout particulièrement parmi les couches les plus opprimées, notamment les femmes, les jeunes les personnes d'origine maghrébine ou africaine. **Nous devons donc revendiquer fièrement la présence de ces opprimés dans notre parti et sur nos listes.**

**S'il s'agit de femmes musulmanes, le parti préférera certes qu'elles ne portent pas de foulard, mais c'est à elles seules de le décider : on ne peut se libérer que librement !** De plus, dans un pays impérialiste, colonialiste et raciste comme la France, depuis les années 1980 et surtout depuis la « guerre des civilisations » lancée par Bush après les attentats du 11 septembre 2001, beaucoup de jeunes musulmanes portent le foulard pour exprimer leur solidarité avec leur communauté, pour dire leur refus des discriminations et du racisme. Même si cet acte exprime alors une évidente confusion dont il faut discuter avec elles, il traduit aussi une préoccupation légitime et constitue de fait un véritable phénomène de génération, qu'on ne peut nullement réduire à la montée de l'islam politique. Beaucoup de jeunes du parti et les camarades intervenant dans les quartiers populaires en ont conscience, alors que ce phénomène relativement récent n'est pas toujours bien perçu par des camarades venus en politique dans les années 1970, croyant voir dans toutes les femmes voilées, sans distinction, le visage de l'islam politique qui étrangla la révolution iranienne en 1979 avec la complicité des staliniens alliés à Khomeyni sous prétexte d'anti-impérialisme. De fait, la

montée de l'islam politique depuis les années 1980 s'est nourrie des trahisons staliniennes et réformistes qui ont à la fois facilité l'offensive néolibérale et impérialiste des bourgeoisies occidentales et entraîné une crise profonde du mouvement ouvrier et de la conscience de classe. Pourtant, il est évident que **le foulard imposé de force par un État réactionnaire, un imam ou même une famille traditionaliste n'a pas le même sens que celui porté par de jeunes musulmanes en signe de solidarité avec leur communauté d'origine opprimée.** C'est pourquoi, si le parti n'a pas réussi à convaincre les camarades gagnés à l'anticapitalisme et au féminisme, mais voulant garder leur foulard, de la contradiction que celui-ci représente avec de tels principes, cela ne doit pas être un obstacle au fait de militer ensemble et à l'égalité. Le parti doit au contraire assumer publiquement le fait qu'une telle contradiction personnelle ait sa place dans ses rangs — d'autant plus qu'elle restera de toute façon secondaire et marginale. C'est ainsi qu'il sera possible d'aller au dialogue à la fois avec les femmes musulmanes qui ont enlevé leur foulard et avec celles qui le portent encore, en défendant nos principes et notre volonté d'y gagner en priorité les opprimés.

## **La seule manière de lutter efficacement contre les préjugés religieux des opprimés, c'est de les gagner au marxisme révolutionnaire**

Il ne s'agit évidemment pas de faire la moindre concession à l'islam politique. Tout au contraire, **il faut condamner avec la plus grande fermeté la politique du SWP britannique, relayée par ses amis au sein du NPA, consistant à passer des accords politiques (coalition « Respect ») avec des organisations politiques islamistes, donc bourgeoises,** sous prétexte que l'islam est, dans les pays impérialistes, une religion d'opprimés et que cela suffirait à en faire une force contestataire du système. Nous devons combattre l'islam politique comme tous les programmes bourgeois, ne jamais mélanger notre drapeau avec le sien — même quand une mobilisation contre la guerre impérialiste, contre le racisme anti-musulman ou pour soutenir le peuple palestinien peut justifier de frapper ensemble et au même moment l'ennemi commun.

Il ne s'agit pas non plus de sombrer dans la démagogie. De ce point de vue, le propos d'Olivier Besancenot tentant de justifier la candidature d'Ilhem en suggérant que cela serait le signe d'une implantation du NPA dans les quartiers populaires, est unilatéral et donc erroné. D'une part, il est vrai que cette implantation, qui doit être une priorité, nous confronte à des personnes religieuses et à toutes sortes de préjugés populaires entretenus par les curés, les imams, la famille et plus généralement par la quête d'un sens dans ce monde capitaliste inhumain. Mais, d'autre part, il est clair que, **pour gagner ces personnes à notre programme, il faut les faire rompre avec le maximum de leurs préjugés au moyen la discussion et de la formation,** en plus évidemment de la participation active à la lutte de classe contre le capital et son État. De ce point de vue, le fait qu'elles entrent dans le parti est une victoire colossale, mais qui reste partielle si elles gardent, par exemple, leur foulard. Mais il est encore plus vrai que tous les comportements des hommes gagnés au parti devraient cesser complètement d'exprimer un machisme ordinaire — ce qui est loin d'être toujours le cas et sera sans doute impossible tant que le patriarcat subsistera, c'est-à-dire jusqu'au communisme. C'est pourquoi il serait ridicule de faire de ces ruptures des préalables à leur intégration et à leurs pleins droits de militants.

En fait, **pour se donner le maximum de chances parvenir à de telles ruptures, nous avons besoin d'un programme beaucoup plus profond que celui du NPA.** Nous avons besoin du *marxisme*, intégrant le matérialisme historique, notamment son explication de la fonction fondamentalement conservatrice des religions, et un programme révolutionnaire pour le présent. En étant anticapitaliste cohérent et conséquent, un tel programme est seul réellement anti-impérialiste : contrairement aux réformistes, nous devons soutenir inconditionnellement la résistance populaire et nous prononcer pour la défaite de l'impérialisme, notamment en Irak, en Palestine, au Liban et en Afghanistan ; mais nous devons montrer en même temps aux travailleurs et aux jeunes d'origine immigrée l'impasse du nationalisme bourgeois dans leur pays d'origine, qu'il soit laïque ou islamiste,

et qui conduit toujours à des dictatures anti-ouvrières, réactionnaires et tôt ou tard compromises avec les puissances impérialistes qu'elles prétendent contester. Nous devons aussi nous battre de toutes nos forces contre toutes les divisions de la classe ouvrière, pour son unification, la convergence des luttes autour d'un programme anticapitaliste indépendant des réformistes et des directions syndicales et la préparation politique d'un affrontement central avec Sarkozy par la grève générale (c'est l'axe majeur que propose la Tendence CLAIRE au NPA depuis le congrès).

De ce point de vue, **les camarades qui protestent avec virulence contre la candidature d'Ilhem (mais aussi ceux qui font comme si cela ne posait aucun problème), devraient d'abord se demander s'ils mènent un vrai combat pour faire du NPA un parti marxiste révolutionnaire.** Car seul le combat marxiste révolutionnaire est réellement « humaniste » et « féministe » et le fait de poser des conditions formelles excessives à l'intégration dans un parti anticapitaliste nous rendrait incapables de trouver le chemin des masses opprimées. Celles-ci, en effet, ne tombent jamais toutes rôties dans la marmite du combat révolutionnaire, mais ce sont elles, et elles seules, qui portent la dynamique explosive capable de faire sauter le vieux monde.

*Ludovic Wolfgang*

*NB : ce texte est le fruit d'un large débat  
au sein de la Tendence CLAIRE ;  
il exprime la position majoritaire.*

## **De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion (Lénine, mai 1909)**

*Pour nourrir la réflexion sur l'attitude du marxisme face à la religion, nous publions ici un important article de Lénine, écrit il y a plus d'un siècle, mais qui reste d'une actualité évidente...*

<http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1909/05/vil19090513.htm>

Le discours que le député Sourkov a prononcé à la Douma d'État lors de la discussion du budget du synode, et les débats exposés ci-après, qui se sont institués au sein de notre fraction parlementaire autour du projet de ce discours, ont soulevé une question d'une importance extrême et on ne peut plus actuelle. Il est hors de doute que l'intérêt pour tout ce qui touche à la religion s'est, aujourd'hui, emparé de larges sections de la « société » et a pénétré dans les milieux intellectuels proches du mouvement ouvrier, ainsi que dans certains milieux ouvriers. La social-démocratie se doit absolument d'intervenir pour faire connaître son point de vue en matière de religion.

La social-démocratie fait reposer toute sa conception sur le socialisme scientifique, c'est-à-dire sur le marxisme. La base philosophique du marxisme, ainsi que l'ont proclamé maintes fois Marx et Engels, est le matérialisme dialectique qui a pleinement fait siennes les traditions historiques du matérialisme du XVIII<sup>e</sup> siècle en France et de Feuerbach (première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle) en Allemagne, matérialisme incontestablement athée, résolument hostile à toute religion. Rappelons que tout l'*Anti-Dühring* d'Engels, dont le manuscrit a été lu par Marx, accuse le matérialiste et athée Dühring de manquer de fermeté idéologique dans son matérialisme, de ménager des biais à la religion et à la philosophie religieuse. Rappelons que dans son ouvrage sur Ludwig Feuerbach, Engels lui reproche d'avoir combattu la religion non pas dans le but de la détruire, mais dans celui de la replâtrer, d'inventer une religion nouvelle, « élevée », etc. « La religion est l'opium du peuple<sup>1</sup>. » Cette sentence de Marx constitue la pierre angulaire de toute la conception marxiste en matière de religion. Le marxisme considère toujours la religion et les églises, les organisations religieuses de toute sorte existant actuellement comme des organes de réaction bourgeoise, servant à défendre l'exploitation et à intoxiquer la classe ouvrière.

Et, cependant, Engels a condamné maintes fois les tentatives de ceux qui, désireux de se montrer « plus à gauche » ou « plus révolutionnaires » que les social-démocrates, voulaient introduire dans le programme

<sup>1</sup> K. Marx : « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel. » (Introduction).



du parti ouvrier la franche reconnaissance de l'athéisme en lui donnant le sens d'une déclaration de guerre à la religion. En 1874, parlant du fameux manifeste des réfugiés de la Commune, des blanquistes émigrés à Londres, Engels traite de sottise leur tapageuse déclaration de guerre à la religion ; il affirme qu'une telle déclaration de guerre est le meilleur moyen d'aviver l'intérêt pour la religion et de rendre plus difficile son dépérissement effectif. Engels impute aux blanquistes de ne pas comprendre que seule la lutte de classe des masses ouvrières, amenant les plus larges couches du prolétariat à *pratiquer* à fond l'action sociale, consciente et révolutionnaire, peut libérer en fait les masses opprimées du joug de la religion, et que proclamer la guerre à la religion, tâche politique du parti ouvrier, n'est qu'une phrase anarchique<sup>1</sup>. En 1877, dans l'*Anti-Dühring*, s'attaquant violemment aux moindres concessions de Dühring-philosophe à l'idéalisme et à la religion, Engels condamne avec non moins de force l'idée pseudo-révolutionnaire de Dühring relative à l'interdiction de la religion dans la société socialiste. Déclarer une telle guerre à la religion, c'est, dit Engels, « être plus Bismarck que Bismarck lui-même », c'est-à-dire reprendre la sottise de la lutte bismarckienne contre les cléricaux (la fameuse « lutte pour la culture », le *Kulturkampf*, c'est-à-dire la lutte que Bismarck mena après 1870 contre le Parti catholique allemand du *Zentrum*, au moyen de persécutions policières dirigées contre le catholicisme). Par cette lutte, Bismarck n'a fait que *raffermir* le cléricalisme militant des catholiques ; il n'a fait que nuire à la cause de la véritable culture, en mettant au premier plan les divisions religieuses, au lieu des divisions politiques, il a fait dévier l'attention de certaines couches de la classe ouvrière et de la démocratie, des tâches essentielles que comporte la lutte de classes et révolutionnaire, vers l'anticléricalisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger. En accusant Dühring, qui désirait se montrer ultra-révolutionnaire, de vouloir reprendre sous une autre forme cette même bêtise de Bismarck, Engels exigeait que le parti ouvrier travaillât patiemment à l'œuvre d'organisation et d'éducation du prolétariat, qui aboutit au dépérissement de la religion, au lieu de se jeter dans les aventures d'une guerre politique contre la religion<sup>2</sup>. Ce point de vue est entré dans la chair et dans le sang de la social-démocratie allemande, qui s'est prononcé, par exemple, en faveur de la liberté pour les jésuites, pour leur admission en Allemagne, pour l'abolition de toutes mesures de lutte policière contre telle ou telle religion. « Proclamer la religion une affaire privée. » Ce point célèbre du programme d'Erfurt (1891) a consacré cette tactique politique de la social-démocratie.

Cette tactique est devenue désormais routinière ; elle a engendré une nouvelle déformation du marxisme en sens inverse, dans le sens de l'opportunisme. On s'est mis à interpréter les principes du programme d'Erfurt en ce sens que nous, social-démocrates, que notre parti *considère* la religion comme une affaire privée, que pour nous, social-démocrates, pour nous en tant que parti, la religion est une affaire privée. Sans engager une polémique ouverte contre ce point de vue opportuniste, Engels a jugé nécessaire, après 1890, de s'élever résolument contre lui, non sous forme de polémique, mais sous une forme positive. En effet, Engels, l'a fait sous la forme d'une déclaration qu'il a soulignée à dessein, disant que la social-démocratie considère la religion comme une affaire privée *en face de l'État*, mais non envers elle-même, non envers le marxisme, non envers le parti ouvrier.

Tel est le côté extérieur de l'histoire des déclarations de Marx et d'Engels en matière de religion. Pour ceux qui traitent le marxisme par-dessous la jambe, pour ceux qui ne savent ou ne veulent pas réfléchir, cette histoire est un nœud d'absurdes contradictions et d'hésitations du marxisme : une sorte de macédoine, si vous voulez savoir, d'athéisme « conséquent » et de « complaisances » pour la religion, une sorte de flottement « sans principes » entre la guerre r-révolutionnaire contre Dieu et le désir peureux de « se mettre à la portée » des ouvriers croyants, la crainte de les heurter, etc. Dans la littérature des phraseurs anarchistes, on peut trouver nombre de réquisitoires de ce genre contre le marxisme.

Mais quiconque est tant soit peu capable d'envisager le marxisme de façon sérieuse, de méditer ses principes philosophiques et l'expérience de la social-démocratie internationale, verra aisément que la tactique du marxisme à l'égard de la religion est profondément conséquente et mûrement réfléchi par Marx et Engels ; que ce que les dilettantes ou les ignorants prennent pour des flottements n'est que la résultante directe et inéluctable du matérialisme dialectique. Ce serait une grosse erreur de croire que la « modération » apparente du marxisme à l'égard de la religion s'explique par des considérations dites « tactiques », comme le désir de « ne pas heurter », etc. Au contraire, la ligne politique du marxisme, dans

<sup>1</sup> F. Engels : « *Le programme des émigrés blanquistes de la Commune* ».

<sup>2</sup> Voir F. Engels : Introduction à « *La guerre civile en France* ».

cette question également, est indissolublement liée à ses principes philosophiques.

Le marxisme est un matérialisme. À ce titre il est aussi implacablement hostile à la religion que le matérialisme des encyclopédistes du XVIII<sup>e</sup> siècle ou le matérialisme de Feuerbach. Voilà qui est indéniable. Mais le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels va plus loin que les encyclopédistes et Feuerbach en ce qu'il applique la philosophie matérialiste au domaine de l'histoire, au domaine des sciences sociales. Nous devons combattre la religion ; c'est l'a b c de *tout* le matérialisme et, partant, du marxisme. Mais le marxisme n'est pas un matérialisme qui s'en tient à l'a b c. Le marxisme va plus loin. Il dit : il faut *savoir* lutter contre la religion ; or, pour cela, il faut expliquer d'une façon *matérialiste* la source de la foi et de la religion des masses. On ne doit pas confiner la lutte contre la religion dans une prédication idéologique abstraite ; on ne doit pas l'y réduire ; il faut lier cette lutte à la pratique concrète du mouvement de classe visant à faire disparaître les racines sociales de la religion. Pourquoi la religion se maintient-elle dans les couches arriérées du prolétariat des villes, dans les vastes couches du semi-prolétariat, ainsi que dans la masse des paysans ? Par suite de l'ignorance du peuple, répond le progressiste bourgeois, le radical ou le matérialiste bourgeois. Et donc, à bas la religion, vive l'athéisme, la diffusion des idées athées est notre tâche principale. Les marxistes disent : c'est faux. Ce point de vue traduit l'idée superficielle, étroitement bourgeoise d'une action de la culture par elle-même. Un tel point de vue n'explique pas assez complètement, n'explique pas dans un sens matérialiste, mais dans un sens idéaliste, les racines de la religion. Dans les pays capitalistes actuels, ces racines sont surtout *sociales*. La situation sociale défavorisée des masses travailleuses, leur apparente impuissance totale devant les forces aveugles du capitalisme, qui causent, chaque jour et à toute heure, mille fois plus de souffrances horribles, de plus sauvages tourments aux humbles travailleurs, que les événements exceptionnels tels que guerres, tremblements de terre, etc., c'est là qu'il faut rechercher aujourd'hui les racines les plus profondes de la religion. « La peur a créé les dieux. » La peur devant la force aveugle du capital, aveugle parce que ne pouvant être prévue des masses populaires, qui, à chaque instant de la vie du prolétaire et du petit patron, menace de lui apporter et lui apporte la ruine « subite », « inattendue », « accidentelle », qui cause sa perte, qui en fait un mendiant, un déclassé, une prostituée, le réduit à mourir de faim, voilà les *racines* de la religion moderne que le matérialiste doit avoir en vue, avant tout et par-dessus tout, s'il ne veut pas demeurer un matérialiste primaire. Aucun livre de vulgarisation n'expurgera la religion des masses abruties par le baigne capitaliste, assujetties aux forces destructrices aveugles du capitalisme, aussi longtemps que ces masses n'auront pas appris à lutter de façon cohérente, organisée, systématique et consciente contre ces *racines* de la religion, contre le *règne du capital* sous toutes ses formes.

Est-ce à dire que le livre de vulgarisation contre la religion soit nuisible ou inutile ? Non. La conclusion qui s'impose est tout autre. C'est que la propagande athée de la social-démocratie doit être *subordonnée* à sa tâche fondamentale, à savoir : au développement de la lutte de classe des *masses* exploitées contre les exploités.

Un homme qui n'a pas médité sur les fondements du matérialisme dialectique, c'est-à-dire de la philosophie de Marx et d'Engels, peut ne pas comprendre (ou du moins peut ne pas comprendre du premier coup) cette thèse. Comment cela ? Subordonner la propagande idéologique, la diffusion de certaines idées, la lutte contre un ennemi de la culture et du progrès qui sévit depuis des millénaires (à savoir la religion), à la lutte de classe, c'est-à-dire à la lutte pour des objectifs pratiques déterminés dans le domaine économique et politique ?

Cette objection est du nombre de celles que l'on fait couramment au marxisme ; elles témoignent d'une incompréhension totale de la dialectique marxiste. La contradiction qui trouble ceux qui font ces objections n'est autre que la vivante contradiction de la réalité vivante, c'est-à-dire une contradiction dialectique non verbale, ni inventée. Séparer par une barrière absolue, infranchissable, la propagande théorique de l'athéisme, c'est-à-dire la destruction des croyances religieuses chez certaines couches du prolétariat d'avec le succès, la marche, les conditions de la lutte de classe de ces couches, c'est raisonner sur un mode qui n'est pas dialectique ; c'est faire une barrière absolue de ce qui est une barrière mobile, relative, c'est rompre violemment ce qui est indissolublement lié dans la réalité vivante. Prenons un exemple. Le prolétariat d'une région ou d'une branche d'industrie est formé, disons, d'une couche de social-démocrates assez conscients qui sont, bien entendu, athées, et d'ouvriers assez arriérés ayant encore

des attaches au sein de la paysannerie, croyant en Dieu, fréquentant l'église ou même soumis à l'influence directe du prêtre de l'endroit qui, admettons, a entrepris de fonder une association ouvrière chrétienne. Supposons encore que la lutte économique dans cette localité ait abouti à la grève. Un marxiste est forcément tenu de placer le succès du mouvement de grève au premier plan, de réagir résolument contre la division des ouvriers, dans cette lutte, entre athées et chrétiens, de combattre résolument cette division. Dans ces circonstances, la propagande athée peut s'avérer superflue et nuisible, non pas du point de vue banal de la crainte d'effaroucher les couches retardataires, de perdre un mandat aux élections, etc., mais du point de vue du progrès réel de la lutte de classe qui, dans les conditions de la société capitaliste moderne, amènera les ouvriers chrétiens à la social-démocratie et à l'athéisme cent fois mieux qu'un sermon athée pur et simple. Dans un tel moment, et dans ces conditions, le prédicateur de l'athéisme *ferait le jeu* du pape, de tous les papes, qui ne désirent rien autant que remplacer la division des ouvriers en grévistes et non-grévistes par la division en croyants et incroyants. L'anarchiste qui prêcherait la guerre contre Dieu à tout prix, aiderait en fait les papes et la bourgeoisie (comme du reste les anarchistes aident toujours, *en fait*, la bourgeoisie). Le marxiste doit être un matérialiste, c'est-à-dire un ennemi de la religion, mais un matérialiste dialectique, c'est-à-dire envisageant la lutte contre la religion, non pas de façon spéculative, non pas sur le terrain abstrait et purement théorique d'une propagande toujours identique à elle-même mais de façon concrète, sur le terrain de la lutte, de classe *réellement* en cours, qui éduque les masses plus que tout et mieux que tout. Le marxiste doit savoir tenir compte de l'ensemble de la situation concrète ; il doit savoir toujours trouver le point d'équilibre entre l'anarchisme et l'opportunisme (cet équilibre est relatif, souple, variable, mais il existe), ne tomber ni dans le « révolutionnarisme » abstrait, verbal et pratiquement vide de l'anarchiste, ni dans le philistinisme et l'opportunisme du petit bourgeois ou de l'intellectuel libéral, qui redoute la lutte contre la religion, oublie la mission qui lui incombe dans ce domaine, s'accommode de la foi en Dieu, s'inspire non pas des intérêts de la lutte de classe, mais d'un mesquin et misérable petit calcul : ne pas heurter, ne pas repousser, ne pas effaroucher, d'une maxime sage entre toutes : « Vivre et laisser vivre les autres », etc.

C'est de ce point de vue qu'il faut résoudre toutes les questions particulières touchant l'attitude de la social-démocratie envers la religion. Par exemple, on pose souvent la question de savoir si un prêtre peut être membre du parti social-démocrate. A cette question, on répond d'ordinaire par l'affirmative, sans réserve aucune, en invoquant l'expérience des partis social-démocrates européens. Mais cette expérience est née non seulement de l'application du marxisme au mouvement ouvrier, mais aussi des conditions historiques particulières de l'Occident, inexistantes en Russie (nous parlons plus bas de ces conditions), de sorte qu'ici une réponse absolument affirmative est fautive. On ne saurait une fois pour toutes, et quelles que soient les conditions, proclamer que les prêtres ne peuvent être membres du parti social-démocrate, mais on ne saurait davantage une fois pour toutes, faire jouer l'inverse. Si un prêtre vient à nous pour militer à nos côtés et qu'il s'acquitte consciencieusement de sa tâche dans le parti sans s'élever contre le programme du parti, nous pouvons l'admettre dans les rangs de la social-démocratie, car la contradiction de l'esprit et des principes de notre programme avec les convictions religieuses du prêtre, pourrait, dans ces conditions, demeurer sa contradiction à lui, le concernant personnellement ; quant à faire subir à ses membres un examen pour savoir s'il y a chez eux absence de contradiction entre leurs opinions et le programme du parti, une organisation politique ne peut s'y livrer. Mais il va de soi qu'un cas analogue ne pourrait être qu'une rare exception même en Europe ; en Russie, à plus forte raison, il est tout à fait improbable. Et si, par exemple, un prêtre entrait au parti social-démocrate et engageait à l'intérieur de ce parti, comme action principale et presque exclusive, la propagande active de conceptions religieuses, le parti devrait nécessairement l'exclure de son sein. Nous devons non seulement admettre, mais travailler à attirer au parti social-démocrate tous les ouvriers qui conservent encore la foi en Dieu ; nous sommes absolument contre la moindre injure à leurs convictions religieuses, mais nous les attirons pour les éduquer dans l'esprit de notre programme, et non pour qu'ils combattent activement ce dernier. Nous autorisons à l'intérieur du parti la liberté d'opinion, mais seulement dans certaines limites, déterminées par la liberté de tendances : nous ne sommes pas tenus de marcher la main dans la main avec les propagateurs actifs de points de vue écartés par la majorité du parti.

Autre exemple : peut-on condamner à titre égal et en tout état de cause, les membres du parti social-démocrate, pour avoir déclaré : « Le socialisme est ma religion » et pour avoir diffusé des points de vue conformes à cette déclaration ? Non. L'écart à l'égard du marxisme (et, partant, du socialisme) est ici

incontestable, mais la portée de cet écart, son importance relative peuvent différer suivant les conditions. Si l'agitateur ou l'homme qui intervient devant la masse ouvrière s'exprime ainsi pour être mieux compris, pour amorcer son exposé, pour souligner avec plus de réalité ses opinions dans les termes les plus accessibles pour la masse inculte, c'est une chose. Si un écrivain commence à prêcher la « construction de Dieu » ou le socialisme constructeur de Dieu (dans le sens, par exemple, de nos Lounatcharski et consorts) c'en est une autre. Autant la condamnation, dans le premier cas, pourrait être une chicane ou même une atteinte déplacée à la liberté d'agitation, à la liberté des méthodes « pédagogiques », autant, dans le second cas, la condamnation par le parti est indispensable et obligatoire. La thèse « le socialisme est une religion » est pour les uns une forme de transition de la religion au socialisme, pour les autres, *du socialisme à la religion*.

Passons maintenant aux conditions qui ont donné lieu, en Occident, à l'interprétation opportuniste de la thèse « la religion est une affaire privée ». Évidemment, il y a là l'influence de causes générales qui enfantent l'opportunisme en général, comme de sacrifier les intérêts fondamentaux du mouvement ouvrier à des avantages momentanés. Le parti du prolétariat exige que *l'État* proclame la religion affaire privée, sans pour cela le moins du monde considérer comme une « affaire privée » la lutte contre l'opium du peuple, la lutte contre les superstitions religieuses, etc. Les opportunistes déforment les choses de façon à faire croire que le parti *social-démocrate* tenait la religion pour une affaire privée !

Mais outre la déformation opportuniste ordinaire (qui n'a pas du tout été élucidée dans les débats suscités par notre groupe parlementaire autour de l'intervention sur la religion), il est des conditions historiques particulières qui ont provoqué actuellement l'indifférence, si l'on peut dire, excessive, des social-démocrates européens envers la question de la religion. Ces conditions sont de deux ordres. En premier lieu, la lutte contre la religion est la tâche historique de la bourgeoisie révolutionnaire ; et, en Occident, la démocratie bourgeoise, à l'époque de ses révolutions ou de ses attaques contre le féodalisme et les pratiques moyenâgeuses, a pour une bonne part rempli (ou tente de remplir) cette tâche. En France comme en Allemagne il y a une tradition de guerre bourgeoise contre la religion, engagée bien avant le socialisme (encyclopédistes, Feuerbach). En Russie, conformément aux conditions de notre révolution démocratique bourgeoise, cette tâche échoit presque entièrement elle aussi à la classe ouvrière. A cet égard, la démocratie petite-bourgeoise (populiste), chez nous, n'a pas fait beaucoup trop (comme le pensent les néo-cadets Cent-Noirs ou les Cent-Noirs cadets des *Vékhi*<sup>1</sup>), mais *trop peu* comparativement à l'Europe.

D'un autre côté, la tradition de la guerre bourgeoise contre la religion a créé en Europe une *déformation* spécifiquement bourgeoise de cette guerre par l'anarchisme, qui, comme les marxistes l'ont depuis longtemps et maintes fois expliqué, s'en tient à la conception bourgeoise du monde malgré toute la « rage » de ses attaques contre la bourgeoisie. Les anarchistes et les blanquistes des pays latins, Most (qui fut entre autres, l'élève de Dühring) et consorts en Allemagne, les anarchistes de 1880 et des années suivantes en Autriche, ont poussé jusqu'au *nec plus ultra* la phrase révolutionnaire dans la lutte contre la religion. Rien d'étonnant que maintenant les social-démocrates européens *prennent le contrepied* des anarchistes. Cela se comprend et c'est légitime dans une certaine mesure ; mais nous autres, social-démocrates russes, ne devons pas oublier les conditions historiques particulières de l'Occident.

En second lieu, en Occident, *après* la fin des révolutions bourgeoises nationales, *après* l'institution d'une liberté plus ou moins complète de conscience, la question de la lutte démocratique contre la religion a été, historiquement, refoulée au second plan par la lutte menée par la démocratie bourgeoise contre le socialisme, au point que les gouvernements bourgeois ont essayé à *dessein* de détourner du socialisme l'attention des masses en organisant une « croisade » pseudo-libérale contre le cléricisme. Le *Kulturkampf* en Allemagne et la lutte des républicains bourgeois contre le cléricisme en France ont revêtu un caractère identique. L'anticléricisme bourgeois, comme moyen de détourner l'attention des

---

<sup>1</sup> « *Vékhi* » [Jalons], recueil édité par les cadets à Moscou à partir du printemps de 1909 ; il comprenait des articles de Berdiaev, Boulgakov, Strouvé, Herschensohn et autres représentants de la bourgeoisie libérale. Dans ces articles consacrés aux intellectuels russes, les auteurs tentaient de discréditer les traditions démocratiques révolutionnaires du mouvement de libération du peuple russe telles que les avaient fondées Biéliniski, Tchernychevski, Dobrolioubov, Pissarev ; ils dénigraient le mouvement révolutionnaire de 1905 et remerciaient le gouvernement tsariste d'avoir sauvé la bourgeoisie « de la fureur du peuple grâce à ses baïonnettes et à ses prisons ». Lénine a donné une analyse critique, assortie d'un jugement politique, de ce recueil des cadets Cent-Noirs, dans son article « A propos des *Vékhi* » (*Œuvres*, 4<sup>e</sup> éd. russe, t. 16, pp. 106-114).

masses ouvrières du socialisme, voilà ce qui, en Occident, a précédé la diffusion, parmi les social-démocrates, de leur actuelle « indifférence » envers la lutte contre la religion. Là encore cela se conçoit et c'est légitime, car à l'anticléricalisme bourgeois et bismarckien, les social-démocrates devaient opposer précisément la *subordination* de la lutte contre la religion à la lutte pour le socialisme.

En Russie, les conditions sont tout autres. Le prolétariat est le chef de notre révolution démocratique bourgeoise. Son parti doit être le chef idéologique de la lutte contre toutes les pratiques moyenâgeuses, y compris la vieille religion officielle et toutes les tentatives de la rénover ou de lui donner une assise nouvelle, différente, etc. C'est pourquoi, si Engels corrigeait, en termes relativement doux, l'opportunisme des social-démocrates allemands - qui substituaient à la revendication du parti ouvrier exigeant que *l'État* proclamât que la religion est une affaire privée, la *proclamation* de la religion comme affaire privée pour les social-démocrates eux-mêmes et pour le parti social-démocrate, on conçoit que la reprise de cette déformation allemande par les opportunistes russes aurait mérité une condamnation *cent fois plus* violente de la part d'Engels.

En proclamant du haut de la tribune parlementaire que la religion est l'opium du peuple, notre fraction a agi de façon parfaitement juste ; elle a créé de la sorte un précédent qui doit servir de base à toutes les interventions des social-démocrates russes sur la question de la religion. Fallait-il aller plus loin et développer plus à fond les conclusions athées ? Nous ne le croyons pas. Car cela menacerait de porter le parti politique du prolétariat à exagérer la lutte contre la religion ; cela conduirait à effacer la ligne de démarcation entre la lutte bourgeoise et la lutte socialiste contre la religion. La première tâche, dont la fraction social-démocrate à la Douma Cent-Noirs devait s'acquitter a été remplie avec honneur.

La deuxième, et à peu de chose près la plus importante pour la social-démocratie, était d'expliquer le rôle social joué par l'Église et le clergé comme soutiens du gouvernement ultra-réactionnaire et de la bourgeoisie dans sa lutte contre la classe ouvrière ; elle aussi a été accomplie avec honneur. Certes, il y a encore beaucoup à dire sur ce sujet, et les interventions ultérieures des social-démocrates sauront trouver de quoi compléter le discours du camarade Sourkov ; mais il n'en reste pas moins que son discours a été excellent et sa diffusion par toutes les organisations qui le composent est du ressort direct de notre parti.

La troisième tâche consistait à expliquer de la façon la plus précise le sens *exact* de la thèse si souvent dénaturée par les opportunistes allemands : « proclamation de la religion affaire privée ». Cela, le camarade Sourkov ne l'a malheureusement pas fait. C'est d'autant plus regrettable que dans son activité précédente, la fraction avait déjà laissé passer l'erreur commise dans cette question par le camarade Béloousov<sup>1</sup>, erreur qui a été relevée en son temps par le *Prolétari*<sup>2</sup>. Les débats au sein du groupe montrent que la discussion sur l'athéisme a masqué à ses regards la nécessité d'exposer exactement la fameuse revendication qui veut que la religion soit proclamée affaire privée. Nous n'allons pas imputer cette erreur de toute la fraction au seul camarade Sourkov. Au contraire. Nous reconnaissons franchement que la faute est imputable à tout notre parti, qui n'avait pas suffisamment élucidé cette question, qui n'avait pas suffisamment fait pénétrer dans la conscience des social-démocrates la portée de la remarque faite par Engels à l'adresse des opportunistes allemands. Les débats au sein de la fraction prouvent que c'était justement un manque de compréhension et non point l'absence du désir de tenir compte de la doctrine de Marx. Nous sommes sûrs que l'erreur sera redressée au cours des prochaines interventions du groupe.

Dans l'ensemble le discours du camarade Sourkov, nous insistons là-dessus, est excellent et doit être répandu par toutes les organisations. La discussion de ce discours, au sein du groupe, a montré qu'il s'acquittait consciencieusement de son devoir social-démocrate. Il reste à souhaiter que les compte-rendus des débats à l'intérieur de la fraction paraissent plus souvent dans la presse du parti pour rapprocher la fraction de ce dernier, pour montrer au parti le dur travail fait par la fraction dans son propre sein pour que l'unité idéologique s'établisse dans l'activité du parti et de son groupe parlementaire.

---

<sup>1</sup> L'erreur du député Béloousov consistait en ce que, lors de la discussion du budget du Synode à la séance de la III<sup>e</sup> Douma du 22 mars (4 avril) 1908 il avait déposé une proposition de passage au point suivant de l'ordre du jour, reconnaissant dans la religion « l'affaire privée de chaque personne privée ». L'insuffisance de cette formule avait été relevée dans l'éditorial du n° 28 du *Prolétari* du 2 (15) avril 1908.

<sup>2</sup> *Prolétari*, organe central du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie (bolchévik), fut publié à partir de mai 1905 en vertu d'une décision du III<sup>e</sup> congrès du Parti jusqu'en novembre 1909. Il cessa de paraître lors de la tentative de réunification de la social-démocratie russe.

*Nous publions ci-dessous, pour les faire partager à nos lecteurs, des tracts et bulletins de comités NPA qui nous semblent particulièrement intéressants. Nous invitons les comités et camarades du NPA à nous envoyer leurs tracts, bulletins et contributions pour contribuer à leur diffusion.*

### **Comité NPA ENS Paris : deux articles du bulletin Résist'ENS anticapitaliste n° 3**

#### **Haïti : catastrophe naturelle ?**

Le séisme du 12 janvier aura causé la mort de cent cinquante à deux cent mille Haïtiens. La faille Enriquillo avait déjà ravagé le pays et détruit Port-au-Prince en 1771, alors Saint-Domingue était la plus riche colonie française. Le pays est à nouveau dévasté. L'occasion pour l'Occident de montrer sa « solidarité » avec le Tiers-Monde : les États-Unis ont déployé une « aide humanitaire » massive (près de quinze mille hommes sur terre et sur mer) qui leur permet surtout d'asseoir leur présence militaire et de renforcer le contrôle impérialiste d'un pays où les troupes de l'ONU sont déjà présentes depuis des années. « Lorsqu'on se noie, on ne regarde pas la couleur de la main qui vous sauve du torrent », selon un proverbe haïtien. Certes. Pour autant, cette catastrophe n'est pas sortie de nulle part. Car en Haïti, un simple orage peut détruire une école et tuer cinquante enfants. Un même cyclone y tue des centaines de personnes, mais seulement quatre ou cinq aux États-Unis...

Le chaos et la misère en Haïti sont avant tout l'effet de plusieurs siècles de colonisation française. Le pays connut l'une des rares révolte d'esclaves victorieuse. Le premier état indépendant d'Amérique latine fut ensuite écrasé par les 90 millions de francs exigés par son ancienne métropole : la liberté est à ce prix, il fallait bien « indemniser les colons ». Haïti dut payer une rançon pendant tout le XIXe siècle, et encore jusqu'en 1947. Puis le XXe, celui des dictatures et des ingérences américaines au nom de la doctrine Monroe, puis de la lutte contre le communisme. Cuba n'est pas loin. Bilan économique et financier : en 2008, le pays est écrasé par une dette extérieure de 1,6 milliards de dollars. Le premier prêteur : le FMI. Grâce à lui, grâce à ses conseils de « gouvernance », l'État haïtien était le moins dépensier en matière de service publique, alors que 80% des Haïtiens vivent sous le seuil de pauvreté. Les émeutes de la faim ont sévi à plusieurs reprises avant le séisme. Enfin, le pays est occupé depuis 2004 par une force internationale, la Minustah, qui vit sur le pays et protège le cordon industriel de la zone franche sur la frontière avec la République Dominicaine, où les travailleurs haïtiens sont traités en esclaves.

Le NPA tient à exprimer le témoignage de sa profonde solidarité avec le peuple d'Haïti. Mais la reconstruction du pays ne peut venir de l'aide internationale distribuée par des militaires. L'aide internationale doit être prise en charge par les Haïtiens eux-mêmes, qui commencent à s'auto-organiser en créant des comités de quartier et des comités de défense. Mais au-delà des réparations occasionnées par le séisme, être solidaire d'Haïti, c'est aussi dénoncer l'impérialisme ; c'est exiger le retrait des militaires de l'ONU et des États-Unis, et l'abrogation de la dette qui étrangle le pays, que les créanciers soient des banques privées, des États ou des institutions internationales.

Dans ce but le NPA encourage à faire vos dons à *Batay Ouvriyé* et *Via Campesina*. Leurs coordonnées sont disponibles à l'adresse <http://tiny.cc/haiti261>

# **Des papiers pour tous !**

## ***Keski s'passe ?***

À deux pas de chez nous, dans la rue de Regard (VI<sup>e</sup> arrondissement, métro Saint-Placide), 250 travailleurs du BTP, sans-papiers, sont en grève et occupent un local de FAF-SAB, organisme du BTP. Ils sont en lutte depuis le 12 octobre, et sur le piquet, après plusieurs occupations et évacuations violentes par les CRS, depuis le 5 décembre. Un collectif unitaire de soutien s'est mis en place à l'initiative du NPA, regroupant la plupart des partis politiques de gauche et d'extrême gauche ainsi que des associations telles que la LDH ou RESF. Ce collectif s'occupe de soutenir financièrement la lutte mais aussi de faire avancer la revendication de régularisation, en allant arracher aux patrons les feuilles de paie et les documents nécessaires aux démarches administratives, et enfin de populariser le mouvement, en organisant débats, réunions publiques et conférences de presse. Les collectes notamment, sont vitales pour les grévistes : nourrir l'ensemble des travailleurs sur place coûte 280 euros par jour !

C'est pourquoi le comité NPA ENS Ulm est partie prenante de cette lutte et s'est associé au comité de soutien de la rue du Regard, mais aussi au comité de soutien aux sans-papiers qui est actif à l'ENS. Ce collectif local a organisé une collecte de soutien tous les midis pendant une semaine entière, et récolté la jolie somme de 1780 € ! Il a aussi participé aux collectes et aux initiatives de soutien organisées par le collectif de la rue du Regard. Une réunion publique devrait prochainement avoir lieu à l'ENS. Nous appelons tous ceux qui soutiennent le mouvement à rejoindre le comité de soutien.

## ***Quel est ce mouvement ?***

Il fait suite aux trois vagues de grèves spectaculaires de 2008 qui avaient permis à 2500 travailleurs sans-papiers d'obtenir une régularisation temporaire de leur situation, c'est-à-dire d'avoir une existence légale et de pouvoir travailler. Ils avaient par là montré à tout le monde leur existence et leur nombre important. Aujourd'hui, ils sont de nouveau en grève et encore plus nombreux ; ils sont 6000 et la grève touche environ 2500 entreprises. La direction de la grève s'est, elle aussi, renforcée mais aussi unifiée, officiellement dans une alliance de 11 organisations syndicales et associations antiracistes (Solidaires, CFDT, FSU, RESF) menée par la CGT. Les piquets avec occupation sont situés dans toute l'Ile-de-France, notamment sur Paris.

## ***Quelles revendications ?***

Le but est d'obtenir une régularisation des travailleurs sans-papiers en grève.

Mais plusieurs problèmes se posent : tout d'abord, la revendication se limite à la régularisation des travailleurs sans-papiers qui ont réussi à se mettre en grève, au lieu d'exiger celle de tous les travailleurs dans leur ensemble, quel que soit leur syndicat ou leur piquet de grève, et même s'ils n'ont pas pu se mettre en grève. Ensuite, l'objectif de fond est seulement d'obtenir une circulaire d'application de la loi raciste d'Hortefeux, pour qu'elle définisse des critères uniformes pour la régularisation de quelques milliers de sans-papiers tout au plus, alors qu'il y en a 500 000 en France, et qu'elle implique inévitablement l'arbitraire, selon le secteur de travail, le nombre d'années de présence sur le territoire, les entreprises, et que le cas par cas implique des démarches interminables. Enfin, la seule revendication de régulariser les « travailleurs sans-papiers » laisse de côté les chômeurs, ceux qui ne peuvent travailler pour maladie ou à cause de leur âge, ainsi que les enfants et les adolescents. Cette revendication restrictive ignore aussi le droit de vivre ici en famille, d'y faire des études, de même que le droit d'asile et oublie, de fait, les travailleurs « au noir » (qui n'ont pas de feuille de paie). De plus, conditionner les papiers, donc le droit d'existence d'un travailleur, à son emploi, souvent précaire, conduit à le rendre dépendant de son patron pour maintenir son droit au séjour : c'est donc un moyen de pression et de précarisation.

Les obstacles pour l'instant sont donc l'orientation générale des revendications imposées, leur limitation aux seuls travailleurs sans-papiers, ainsi que le refus, depuis plusieurs mois maintenant, d'étendre la grève en province, mais aussi d'impulser la solidarité des travailleurs avec papiers (par des manifs et des grèves), donc faire de cette lutte un enjeu majeur pour l'affrontement avec le gouvernement. C'est parce que les directions des onze organisations et notamment de la CGT ont accepté de subordonner la question de la

régularisation aux besoins du patronat, mais aussi parce que cette lutte ne peut être séparée de la situation politique. Elle met en cause directement la politique du gouvernement qui mène actuellement une campagne raciste de grande ampleur. Le débat sur l'identité nationale n'a qu'un but : « diviser pour mieux régner », faire des immigrés et des musulmans des boucs-émissaires alors que le gouvernement et les patrons font payer la crise à tous les travailleurs, français et immigrés. Il faut donc, dans les comités de soutien, avancer des mots d'ordre offensifs et pour l'ensemble des sans-papiers : notre soutien à la lutte des sans-papiers est un point d'appui pour combattre l'offensive raciste sur l'identité nationale, il faut donc mener une lutte sociale et idéologique !

### ***Quelles réactions ?***

La population soutient, à 68% d'après un sondage, la demande de régularisation des sans-papiers. Les milieux militants s'impliquent activement dans la lutte. On a même vu des stars du sport ou de la chanson manifester leur solidarité avec les grévistes. Mais le gouvernement, lui, joue le pourrissement et l'épuisement des grévistes, puisque la circulaire Besson, lancée en novembre pour désamorcer le mouvement, ne permet qu'un millier de régularisations. Les médias quant à eux étouffent l'affaire, alors que leur couverture de la lutte de 2008 avait contribué à la populariser et à la faire gagner.

Pourtant, la répression commence à se faire sentir : 47 évacuations ont déjà eu lieu. Sur la rue du Regard, suite à une demande d'évacuation en référé, posée par la direction du FAF-SAB, un jugement a été rendu mardi 2 février par le Tribunal de Grande Instance de Paris. Actuellement, les grévistes sont donc sous le coup de la demande d'évacuation. C'est pourquoi le travail du collectif de soutien s'intensifie : il s'efforce de mettre en place un système de présence 24h/24 sur le piquet. C'est le moment de nous rejoindre !

### ***Quelles victoires ?***

Les différents mouvements de grève depuis deux ans permettent de battre en brèche un certain nombre de préjugés et de discours racistes comme quoi les étrangers seraient des « parasites », vivant « aux crochets de la société ». Ils montrent que les sans-papiers travaillent, et ont souvent des emplois très durs et mal payés, que les travailleurs français ne veulent pas occuper. Ils participent à la vie de la société, en payant des impôts, en cotisant, mais en retour ils n'ont pas droit aux prestations sociales. Moins payés, plus exploités, moins protégés, pas du tout reconnus. Après avoir parfois risqué leur vie pour venir en France, ils vivent chaque jour avec la peur au ventre d'être licenciés, arrêtés et expulsés...

Les grèves ont fait voir que le recours à une main-d'œuvre sans titre de séjour structure des pans entiers de l'économie où sont imposées des conditions de travail et de rémunération en deçà des normes en vigueur. Des conditions de travail que seuls ceux qui se trouvent dans les situations les plus précaires acceptent, leur précarité étant largement entretenue par les lois « anti-immigrés ». Non seulement ils sont de la chair à patron, mais en plus la politique raciste du gouvernement les ostracise, en faisant de l'immigration « un problème » et en fabriquant des boucs émissaires pour éviter de désigner les véritables responsables de la crise. Le capitalisme, l'impérialisme, sont responsables de l'appauvrissement des pays d'où viennent les sans-papiers et de la concurrence acharnée entre les travailleurs. Mais ce n'est pas aux immigré-e-s de payer la crise économique ou écologique qui les pousse à chercher ici du travail et de moins mauvaises conditions de vie.

C'est pourquoi notre meilleure arme, c'est la grève. Les grèves en cours démontrent que même dans les conditions les plus difficiles et les plus précaires, il est possible de se battre ensemble. Ce qui pourra faire basculer la situation et faire plier le gouvernement, c'est une lutte de solidarité des autres travailleurs avec les travailleurs avec papiers, contre la mise en concurrence des salariés : la surexploitation des travailleurs sans-papiers et leurs salaires de misère sont une aubaine pour les patrons, qui peuvent ainsi tirer vers le bas l'ensemble des salaires. Une grève de solidarité envers les travailleurs sans-papiers serait donc en réalité une grève offensive pour les droits de l'ensemble des travailleurs ! La régularisation de tous les sans-papiers est une nécessité pour leur permettre de ne plus être une sous main-d'œuvre surexploitée par les patrons.

***Travailleurs français, travailleurs immigrés, mêmes patrons, même combat !***



**60 CENTIMES D'AUGMENTATION PAR JOUR ...  
PSA SE MOQUE DE NOUS !**

**AUGMENTATION DES SALAIRES  
ET OUVERTURE DES LIVRES DE COMPTES**

***Bilan positif pour les patrons...***

Le bilan 2009 pour le secteur automobile français, notamment pour le groupe PSA est bien meilleur que prévu. Avec une augmentation des ventes en France de plus de 10% et une baisse au niveau mondiale inférieure à celle de l'ensemble du secteur, les analystes sont d'accord pour dire que PSA s'en est plutôt bien tiré. Cela sans compter les 3 milliards de nos impôts qui ont été versés à l'industrie automobile, notamment à la famille Peugeot.

***... Que des miettes pour les ouvriers***

Et malgré ces résultats, PSA propose aux ouvriers une augmentation de salaire vraiment ridicule, alors que l'année dernière les patrons avaient déjà bloqué les augmentations et supprimé la prime sur intéressement. 1% d'augmentation pour les ouvriers et ils ont encore le cynisme d'affirmer qu'ils « revalorisent le pouvoir d'achat des salariés ». La direction dit aussi faire « un effort particulier sur les salaires les plus bas » en les augmentant de 18 euros minimum. Cela fait 60 centimes par jour!!! Les ouvriers de PSA peuvent être réellement émus par la bienveillance des patrons...

***Les fausses raisons de PSA***

Pour expliquer cette très faible augmentation au vu de ses résultats, PSA nous raconte que les ventes ont augmenté mais que les profits n'ont pas suivi. Alors que les ventes ont augmenté, que la prime à la casse était payée par l'État (donc par nos impôts), que le gouvernement lui a versée 3 milliards, et avec la réduction de la masse salariale suite à la suppression de plus de 5 milles postes, c'est

vraiment difficile d'y croire.

***Les ouvriers ne sont pas dupes***

Les ouvriers n'ont aucune raison de croire les histoires des patrons, qui essaient toujours de démontrer qu'ils ont besoin de réduire les coûts... et les coûts ce sont toujours les salaires et les emplois des travailleurs! C'est une loi fondamentale du système capitaliste: les actionnaires cherchent toujours plus de profit et pour cela ils veulent augmenter la productivité. Augmenter la productivité c'est nous faire produire plus en nous payant moins.

C'est pourquoi les ouvriers ne doivent pas accepter les excuses des patrons (« nous avons investi beaucoup » etc.). **Nous voulons voir les comptes du groupe PSA, combien ils ont gagné, combien ils ont gaspillé dans des salaires et parachutes dorés pour les dirigeants.** L'ouverture des comptes démontrera que les patrons mentent quand ils disent qu'il n'y a pas d'argent pour les salaires, et que ce qui les intéresse c'est d'augmenter notre exploitation. Car toutes ces voitures supplémentaires qu'ils ont vendues, ce sont les ouvriers qui les ont produites, en travaillant en VSD comme à Saint-Ouen, ou par la prolongation des équipes de nuit à Mulhouse et à Sochaux.

***Lutter ensemble***

La lutte pour la récupération et augmentation de nos salaires appartient à tous les salariés de PSA. Pour cela il faut chercher la coordination avec les autres sites.

A Saint-Ouen on nous fait croire que comme nous sommes une petite usine, nous n'avons pas les moyens de nous battre. Mais notre combat est le même que celui des ouvriers d'Aulnay ou de Poissy. Ce sera l'union des ouvriers qui pourra faire plier la



direction.

### **La face cachée de PSA Saint-Ouen**

De plus, même si le site de Saint Ouen est petit, l'usine produit des pièces essentielles à la production des voitures, au-delà même du groupe PSA et qui ne sont produites nulle part ailleurs. Si le site de Saint Ouen s'arrête, cela aurait immédiatement d'importantes répercussions sur toutes les usines terminales. Ce n'est pas un hasard si à chaque fois que les ouvriers de Saint-Ouen ont fait grève, la direction a souhaité négocier rapidement (comme la grève d'avril dernier).

En même temps on nous dit que si on fait grève à Saint Ouen, les patrons pourraient chercher des ouvriers d'autres sites pour faire tourner la production et briser la grève. Or, la production à Saint-Ouen est tellement spécifique et exige une telle spécialisation qu'on peut très bien penser que des ouvriers qui n'ont jamais touché les machines ne pourraient les mettre en route du jour au lendemain. En fait les ouvriers de PSA Saint-Ouen ont un pouvoir énorme entre leurs mains! Il suffirait d'en prendre conscience et de s'organiser pour la lutte!

**Contact :** [npsaintouen@yahoo.fr](mailto:npsaintouen@yahoo.fr)

**Blog :**

<http://npsaintouen.blogspot.com/>

### **A PSA Saint Ouen...**

#### **Combien vaut un ouvrier pour PSA**

Au début de cette année nous avons eu encore un accident dans le site, avec la chute de matériel d'outillage d'un des ponts. Cette fois-ci, il n'y a pas eu heureusement de victime, mais cela aurait pu être le cas, et avec des volumes pesant jusqu'à quatre tonnes, cela aurait pu tuer plus d'un salarié.

Mais le plus grave est que cet accident est une conséquence directe de la politique de réduction de coûts de la direction. Peu de temps avant, PSA avait changé le contrat avec l'entreprise qui faisait l'entretien des ponts, pour qu'ils ne viennent plus qu'une fois par mois, l'entretien quotidien restant à charge des copains de l'usine qui ont été formés pour cela... pendant une journée! Encore une fois nous voyons que pour les patrons, la vie des ouvriers vaut très peu!

#### **Une bonne affaire**

Si vous ne saviez pas où dépenser les 60 centimes de l'augmentation que PSA vous a accordé par jour, voici une suggestion :

Il vous suffit d'aller prendre un café à la machine et vous avez une grande possibilité de perdre vos pièces, soit parce qu'il n'y a pas de sucre (sans que rien ne soit indiqué), soit parce que vos pièces tombent entre la machine et la grille qu'on y a mis.

**Elections régionales:**

**Votez pour la liste du NPA !**

# **MEETING**

**avec Olivier Besancenot**

**Le 16 février 2010 à 20h**

**Centre de loisirs «les Gavroches»**

**12, rue Scandicci à Pantin**

**(M° Hoche ou Porte de Pantin)**



**Site du NPA :** <http://www.npa2009.org>

**Site de la tendance CLAIRE du NPA :** <http://tendanceclaire.npa.free.fr/>